



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

« Notre devoir : vous informer »

S O M M A I R E

Chroniques du Moyen-Orient – Israël, Liban, Iran : vers une confrontation régionale ?	Page 2
Guerre en Ukraine : « Malgré la nouvelle doctrine russe, le risque d'emploi de l'arme nucléaire n'est pas plus élevé qu'avant »	Page 3
Guerre en Ukraine : Pourquoi Volodymyr Zelensky infléchit sa posture diplomatique et ouvre la porte à des discussions avec la Russie	Page 4
Comment la Russie recrute pour la guerre longue Mobiliser clandestinement des volontaires tout en préparant un nouveau cycle de mobilisation obligatoire	Page 7
L'Occident face à la guerre russe en Ukraine : quelle stratégie	Page 15
Au Cambodge, cette base militaire chinoise qui n'existe pas selon Pékin	Page 22
Une collaboration à prix d'or La coopération militaro-technique russe avec la Chine, l'Iran et la Corée du Nord	Page 23
Les États-Unis et la guerre d'accord... mais pas trop !	Page 28
Le changement stratégique de la France mérite d'être salué	Page 33



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Chroniques du Moyen-Orient – Israël, Liban, Iran : vers une confrontation régionale ?

L'élimination de Nasrallah est un événement significatif. Il montre la capacité de dissuasion restaurée d'Israël en matière de renseignements/infiltrations, comme de maîtrise des équipements militaires américains les plus sophistiqués. Il rétablit la popularité de Netanyahu en lavant l'affront du 7 octobre et même du semi-échec de 2006 face au Hezbollah. Il confirme le soutien sans faille des États-Unis à Israël, dont l'armada déployée en Méditerranée orientale contribue beaucoup à la sécurité de l'État hébreu. Avec l'affaiblissement important du Hamas et la décapitation du Hezbollah, l'Iran et l'« axe de la résistance » ont beaucoup perdu en crédibilité face à Israël et aux États-Unis. La Russie et la Chine – alliés de Téhéran – et l'Europe – censée avoir un rôle de médiation – paraissent hors-jeu. Les dirigeants des pays arabes pro-occidentaux ne sont pas peinés de la déconfiture du Hezbollah. De même, une bonne partie de la population libanaise se réjouit de l'affaiblissement du Hezbollah, puissance dominante dans le pays.

En bref, à court terme l'« axe de la résistance » a perdu une bataille importante, remportée par Netanyahu et les Américains. Dans la nuit du 1er octobre, il y a eu une riposte iranienne pour tenter de rétablir sa crédibilité sérieusement entamée ; mais celle-ci était limitée car les moyens de l'« axe de la résistance » le sont eux-mêmes face dôme de fer israélien et au soutien américain à Israël. En outre, la situation économique désastreuse et la contestation intérieure en Iran incitent les autorités de Téhéran à la prudence, comme le reflète les avances faites à New York, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, par le Président iranien aux Américains. Il reste à voir ce que sera la riposte israélienne annoncée.

Cette victoire israélo-américaine n'est pas définitive. Du fait des massacres à Gaza et des pertes humaines dans les bombardements au Liban, mais aussi en raison de la violation répétée du droit international par Israël, ce pays a largement entamé son crédit moral dans le monde. Les manifestations de jeunes aux États-Unis et en Europe en témoignent. La crise à Gaza a remis la question palestinienne à l'ordre du jour de la diplomatie mondiale : l'Arabie saoudite exige désormais la création d'un État palestinien comme condition d'une normalisation avec Israël et plusieurs États européens ont reconnu l'État de Palestine. Le nombre important de victimes des bombardements israéliens à Gaza et maintenant au Liban vont créer une nouvelle génération d'extrémistes anti-israéliens qui voudront venger leurs morts, ce qui engendra de nouvelles violences et compliquera toute résolution du conflit. Le manque de réaction (autre que rhétorique) des autorités occidentales conforte la critique dans le Sud global du « deux poids deux mesures » de l'Occident, dont les valeurs universelles perdent en crédibilité, ce qui alimente la propagande des régimes autoritaires (en particulier russe et chinois). L'Iran est, certes, affaibli, mais il dispose encore d'une capacité de nuisance avec ses armes et ses milices affidées au Moyen-Orient, sans parler de son chantage à l'arme nucléaire.

La situation dans la région demeure donc incertaine et fragile.

Que faire pour éviter un embrasement régional qui serait un désastre pour tout le monde ?



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

La première difficulté tient au jusqu'au-boutisme du gouvernement Netanyahu, qui profite de la fenêtre d'opportunité que lui offre l'affaiblissement de l'« axe de la résistance » – sans véritable réaction dans le monde – pour pousser son avantage en tentant d'éliminer au maximum le Hamas et le Hezbollah, mais aussi en mettant en difficulté le régime de Téhéran pour le contraindre à compromettre. A priori, la nouvelle élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis lui faciliterait la tâche.

La seconde difficulté à court terme est précisément l'incertitude sur l'issue de l'élection présidentielle américaine. Une victoire de Kamala Harris permettrait sans doute de renouer une négociation régionale visant à stabiliser le Moyen-Orient. Quant à un retour au pouvoir de Donald Trump, conduira-t-il nécessairement à la reprise de la politique de « pression maximale » sur l'Iran ? Il serait présomptueux de prévoir ses décisions...

Les pays du Golfe seront les plus à même de financer une reconstruction de Gaza et d'assister – avec l'Égypte et la Jordanie – un processus de règlement de la question palestinienne. Ils doivent cependant tenir compte de l'état d'esprit des opinions arabes qui font pression – après Gaza – pour une solution durable et équitable pour le peuple palestinien. La Russie et la Chine tenteront de se réintroduire dans un processus éventuel de négociation, mais les États-Unis voudront garder la haute main dans une région où ils conservent les meilleures cartes. Quant à l'Europe, ses divisions l'empêchent jusqu'à présent de jouer un rôle majeur pour sortir de la crise actuelle.

Elle devrait cependant tenter d'éviter que les hybris israélien et américain ferment la porte d'une solution négociée avec toutes les parties, y compris l'Iran. L'objectif serait que du drame actuel sorte un bien : que ceux qui contestent l'existence d'Israël comme ceux qui contestent l'identité palestinienne soient marginalisés afin de permettre une stabilisation de la région.

Cela implique que soient garanties la sécurité d'Israël et la justice pour le peuple palestinien, mais aussi que l'on trouve un arrangement avec l'Iran – notamment sur la question nucléaire – si, bien sûr, ses autorités se décident enfin à parvenir à un compromis

La marge de manœuvre est certes étroite, mais elle mérite d'être tentée.

defnat.com

Guerre en Ukraine : « Malgré la nouvelle doctrine russe, le risque d'emploi de l'arme nucléaire n'est pas plus élevé qu'avant »

Vladimir Poutine a présenté ce mercredi une révision de la doctrine nucléaire russe, mais «ce processus n'a pas de corrélation directe avec l'offensive ukrainienne à Kursk», précise Héroïse Fayet, chercheuse à l'Ifri.

LE FIGARO - Vladimir Poutine a annoncé hier la révision de la doctrine nucléaire russe. Quels sont les principaux changements à retenir ?



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Héloïse FAYET - Cette version orale de la doctrine devra être rédigée, puis publiée par décret présidentiel, comme la précédente en 2020. Certaines modifications pourraient donc y être apportées. La doctrine présente trois évolutions principales. D'abord, la clarification des liens entre la Biélorussie et la Russie. Désormais, toute attaque contre la Biélorussie sera considérée comme une attaque contre la Russie. Ensuite, l'attaque d'un État non-nucléaire contre la Russie avec le soutien d'une puissance nucléaire serait considérée comme une attaque commune pouvant susciter une réponse contre l'État nucléaire.

Enfin, une attaque aérienne de grande ampleur contre le territoire russe pourrait susciter une riposte nucléaire russe. Les conditions d'emploi du nucléaire sont donc plus larges, mais aussi plus précises qu'avant.

« L'agression de la Russie par tout État nucléaire, mais soutenu par un État nucléaire, sera considérée comme une attaque contre la Russie ». Cette phrase vise directement les soutiens de l'Ukraine. Pourquoi ?

Les États dotés de l'armée nucléaire se sont engagés officiellement, bien que de façon non contraignante (par le traité de non-prolifération des armes nucléaires de 1968, NDLR), à ne pas attaquer avec des armes nucléaires un État non doté. Avec cette modification, la Russie se donne la possibilité de riposter directement contre l'Ukraine ou un État qui la soutient en cas d'une attaque contre la Russie. Cependant, le processus de révision de la doctrine nucléaire russe a été long. Il n'a donc pas de corrélation directe avec l'offensive ukrainienne à Kursk.

Une menace « critique contre la souveraineté russe, même conventionnelle, constituera la base d'une réponse nucléaire ». Que traduit cette phrase de la dissuasion nucléaire russe ?

La formulation existait déjà. Il s'agit d'une atteinte à l'intégrité de l'État, avec des interprétations qui peuvent varier. Cette formule classique peut être retrouvée dans la formulation de la doctrine nucléaire française sur les « intérêts vitaux de la Nation ». Cette qualification « d'atteinte à la souveraineté » est plus ambiguë car il est difficile de la qualifier. Mais on peut la voir comme une attaque conventionnelle de grande ampleur ou une tentative de déstabilisation de l'État qui amène à une désintégration de l'État russe. Ce n'est pas lié à une conquête territoriale, comme celle dans l'oblast de Kursk par les Ukrainiens, mais plutôt une invasion du territoire russe avec un soutien de l'Otan qui a priori n'arrivera pas, tout comme une invasion du territoire de l'Otan par la Russie.

ifri.org

Guerre en Ukraine : pourquoi Volodymyr Zelensky infléchit sa posture diplomatique et ouvre la porte à des discussions avec la Russie

Le président ukrainien souhaite concentrer les pourparlers envisagés avec Moscou sur trois thématiques : la sécurité énergétique de l'Ukraine, la libre navigation en mer Noire et les échanges de prisonniers.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Article rédigé par Louis Dubar - avec AFP - France Télévisions - publié le 20/07/2024 06:59

Page 5



Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, lors de la conférence de presse de clôture du sommet de paix à Bürgenstock (Suisse), le 16 juin 2024. (URS FLUEELER / AFP)

Des diplomates ukrainiens et russes bientôt réunis autour de la même table de négociations ?

Volodymyr Zelensky a assuré lundi 15 juillet être favorable à la présence de la Russie pour un prochain sommet diplomatique, à une date

indéterminée, un mois après la conférence organisée en Suisse qui avait réuni des dizaines de dirigeants, mais dont Moscou avait été exclue. C'est la première fois depuis l'échec des négociations au printemps 2022, dans les premiers jours de l'offensive russe, que le président ukrainien émet l'idée de discussions directes sans un retrait préalable des soldats russes de son territoire.

En septembre 2022, le ton de Volodymyr Zelensky était tout autre. "*L'Ukraine ne négociera pas avec la Russie tant que [Vladimir] Poutine est le président*", avait-il martelé dans une vidéo. Quelques semaines après, Volodymyr Zelensky avait même signé un décret rendant illégales des négociations avec Vladimir Poutine, rapportait l'agence de presse Reuters. Près de deux ans plus tard, la donne semble avoir changé. Impasse militaire, pression de l'opinion publique, stratégie diplomatique... Franceinfo vous explique les raisons possibles de cette ouverture.

Pour convaincre la communauté internationale et déjouer le bluff de la Russie

Pour Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-Eurasie de l'Institut français des relations internationales (Ifri), l'annonce surprise de Volodymyr Zelensky vise à dissiper les accusations d'attitude "*jusqu'au-boutiste*", et à démontrer l'intérêt de l'Ukraine pour la diplomatie, "*le dialogue et la négociation*". Le président ukrainien souhaite apaiser "*les Etats du 'Sud global'*", méfiants à l'idée de soutenir Kiev – début juin, la Chine et le Brésil avaient présenté leur plan pour la paix, très favorable à la Russie. C'est aussi une réponse au discours russe sur la question : "*Vladimir Poutine ne cesse de semer la zizanie en disant qu'il est ouvert à la négociation*", explique Tatiana Kastouéva-Jean. "*Mais en réalité, la diplomatie russe se fonde sur un principe simple : la capitulation de l'Ukraine. Cette annonce de Zelensky permettrait de mettre la Russie face à ces responsabilités.*"

Pour répondre à la lassitude des Ukrainiens

A ces messages envoyés au reste du monde s'ajoute une volonté de Volodymyr Zelensky de répondre aux inquiétudes de son opinion publique, fatiguée par deux années et demie de guerre.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

D'après un sondage réalisé par une organisation de recherche pour 44% des personnes interrogées souhaitent l'ouverture de négociations de paix avec la Russie.

Toutefois, *"ce soutien aux négociations est souvent interprété, à tort, comme l'indicateur d'une ouverture à accepter les demandes russes ou un manque de soutien à l'effort de guerre"*, rappelle la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Dans un sondage commandité par la fondation en mars, 83% des personnes interrogées s'opposent ainsi à un traité de paix qui impliquerait une réduction des moyens militaires.

Cette fatigue des Ukrainiens s'explique aussi par les coupures d'électricité. En juin, Kiev a annoncé avoir perdu la moitié de sa production du fait des frappes russes contre ses infrastructures. Dans un communiqué publié mercredi, le ministère de l'Énergie ukrainien s'inquiète d'une consommation qui, du fait des fortes chaleurs, devrait atteindre cet été un niveau dépassant *"largement"* les capacités restantes.

Parce que la guerre est dans une impasse sur le plan militaire

Depuis l'échec de la contre-offensive ukrainienne de l'été 2023, l'armée russe, disposant d'effectifs et d'une puissance de feu supérieurs, poursuit son grignotage de la ligne de front dans l'est du pays, au prix de lourdes pertes en soldats et en équipements. Même si la situation s'est améliorée pour l'armée ukrainienne au cours des dernières semaines, les deux camps restent dans une impasse. *"Cette situation pousse à un changement d'attitude du côté ukrainien. On comprend que la guerre ne peut être réglée uniquement sur le terrain militaire"*, analyse Tatiana Kastouéva-Jean.

En mai, Vadym Skibitsky, numéro deux des services de renseignement ukrainiens, avait reconnu, dans un entretien au magazine britannique *The Economist*, que le conflit ne pouvait pas être gagné uniquement *"sur le champ de bataille"*. *"De telles guerres ne peuvent se conclure que par des traités"*, avait-il affirmé.

Car il ne concède qu'une ouverture sur des sujets limités

L'Ukraine souhaite concentrer les futures discussions uniquement sur trois des dix points du plan de paix ukrainien présenté par Volodymyr Zelensky à l'automne 2022 : la sécurité énergétique de l'Ukraine, la libre navigation en mer Noire et les échanges de prisonniers. *"Les vrais sujets stratégiques liés au conflit, comme l'adhésion du pays à l'Union européenne ou à l'Otan, ne sont pas du tout évoqués. Il y a vraiment une volonté de s'entendre sur le plus petit dénominateur commun"*, souligne Tatiana Kastouéva-Jean.

Côté russe, Vladimir Poutine et les dirigeants du Kremlin ont toujours conditionné les négociations avec Kiev au retrait complet de l'armée ukrainienne des régions dont Moscou revendique l'annexion, et à l'assurance que l'Ukraine renonce à rejoindre l'Otan. Des questions que le président ukrainien est loin de mettre sur la table. *"Montrer une ouverture à la négociation, c'est une chose. Mais aboutir à des résultats tangibles, c'en est une autre"*, relève Tatiana Kastouéva-Jean.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Comment la Russie recrute pour la guerre longue – Mobiliser clandestinement des volontaires tout en préparant un nouveau cycle de mobilisation obligatoire

mar. 27 août à 11:16

Dans sa guerre d'usure contre l'Ukraine, le Kremlin compte surpasser l'ennemi, tant en termes de matériel que de personnel sur une longue période. Après l'impopulaire mobilisation partielle de l'automne 2022, le recrutement de soldats sous contrat et de combattants volontaires s'est considérablement intensifié afin de dissimuler les coûts humains de la guerre. Dans le même temps, la « mutinerie Wagner » a montré que la diffusion des structures de violence dans le cadre de la mobilisation clandestine présentait des risques pour le régime. C'est pourquoi le contrôle des formations de volontaires a été renforcé, tandis que le Kremlin prépare le terrain pour un nouveau cycle de mobilisation obligatoire. Cependant, la Russie ne recrute pas seulement pour la guerre contre l'Ukraine ; le projet de porter le nombre de soldats à 1,5 million montre clairement que le Kremlin se prépare à une confrontation prolongée avec l'Occident.

Depuis l'invasion à grande échelle, l'armée régulière russe et les autres forces impliquées – la Garde nationale et diverses formations de volontaires – ont subi de lourdes pertes. Les services Russie de Mediazona et de la BBC ont pu vérifier les noms de 56 858 soldats tués au 21 juin 2024 ; ils supposent que le nombre réel de victimes est environ deux fois plus élevé. Les services de renseignement occidentaux estiment à environ 500 000 le nombre de victimes, mais ils incluent également les blessés et les prisonniers de guerre. Sur la base de cette estimation, les pertes en personnel de la Russie sont déjà plus de deux fois et demie supérieures au nombre total de soldats déployés lors de l'invasion à grande échelle en février 2022 (environ 190 000).

Cependant, la recherche par Moscou d'une main-d'œuvre plus importante n'est pas uniquement liée à la guerre. Elle reflète également la tendance générale à la militarisation de la politique étrangère russe. Le Kremlin perçoit la menace et l'utilisation de la force militaire comme un moyen légitime, efficace et efficient d'affirmer ses intérêts. C'est ce qui ressort du nombre croissant d'opérations militaires – de la Géorgie, la Crimée et le Donbass à la Syrie et à plusieurs pays d'Afrique – ainsi que de l'intensification des démonstrations de force à l'égard des États de l'OTAN et de l'UE.

Dans ce cadre, la Russie a progressivement augmenté la taille cible de ses forces armées. Avant l'invasion totale, cet objectif était d'un million de soldats, comprenant les conscrits engagés pour 12 mois, les soldats sous contrat qui s'engagent à servir dans les forces armées pendant une certaine période (appelés kontraktniki) et les officiers de carrière. Le président russe Vladimir Poutine a d'abord annoncé que leur nombre serait porté à 1,15 million d'ici à janvier 2023, puis a ordonné une nouvelle augmentation – à 1,32 million – d'ici à décembre 2023. L'objectif est que les forces armées comptent jusqu'à 1,5 million de soldats d'ici 2026. Pour atteindre cet objectif, le ministère de la Défense devra recruter un très grand nombre de nouveaux effectifs tout en compensant les énormes pertes subies pendant la guerre. Le succès de cette entreprise sera déterminant non seulement pour le déroulement de la guerre, mais aussi pour la position militaire stratégique de l'OTAN et de l'UE.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

La mobilisation partielle en 2022

À ce jour, le recrutement de personnel pour la guerre contre l'Ukraine s'est déroulé en trois phases, qui se chevauchent en partie. Tout d'abord, après que l'invasion à grande échelle a été lancée avec trop peu de soldats dans l'espoir d'une victoire rapide, et que la Russie a subi un nombre conséquent de pertes au cours des premières semaines, le Kremlin a pris des mesures ad hoc à la hâte pour les compenser. Ces mesures incluaient notamment le déploiement largement étendu de sociétés militaires privées (SMP).

Ces efforts s'étant révélés insuffisants, Poutine a lancé la deuxième phase de recrutement en annonçant une mobilisation partielle le 21 septembre 2022. Dans ce cadre, 300 000 hommes – les « mobiki » – ont été appelés avant la fin du mois d'octobre 2022. Selon M. Poutine, seuls les réservistes, à la spécialisation non définie ont été mobilisés, tandis que les conscrits et les employés de l'industrie de la défense ont été exemptés. Cependant, des médias ont rapporté que des personnes ayant dépassé la limite d'âge ou ayant des problèmes de santé ont également été appelées. Mal équipés et mal formés, les mobiki ont été envoyés directement au front.

La mobilisation partielle est impopulaire et comporte des risques de politique intérieure pour le Kremlin. Des centaines de milliers d'hommes, souvent bien éduqués, ont quitté le pays. Les enquêtes menées par Levada ont révélé que le soutien inconditionnel à l'« opération militaire spéciale » a chuté de 52 % en mars 2022 à 44 % en octobre 2022, tandis que les émotions négatives telles que la peur et l'anxiété ont augmenté. Malgré le rétrécissement de plus en plus important de l'espace dans lequel le mécontentement public pouvait être exprimé, plusieurs manifestations ont eu lieu contre la mobilisation partielle et des attaques ont été menées contre les bureaux d'enrôlement. Le Kremlin a répondu par un mélange de répression sévère et d'amélioration des avantages financiers pour les personnes mobilisées : les protestations ont été rapidement écrasées et les mobiki ont reçu la même rémunération et les mêmes prestations d'invalidité et de survie que le personnel militaire servant sous contrat.

À la fin du mois d'octobre 2022, le ministre de la Défense de l'époque, Sergueï Choïgou, a déclaré que la mobilisation partielle était achevée. Mais les mobiki survivants continuent d'être déployés dans les zones de guerre à ce jour, car le décret de M. Poutine n'a fixé aucune limite de temps et n'a toujours pas été formellement abrogé. Afin de réduire le risque de mécontentement d'une grande partie de la population en annonçant un nouveau cycle de mobilisation (partielle), le Kremlin a jusqu'à présent choisi de s'assurer que les coûts humains de la mobilisation obligatoire soient confinés à un groupe assez restreint de personnes, et donc contenus.

La mobilisation clandestine

Dans la troisième phase de recrutement – qui est en cours – le Kremlin se concentre sur ce que l'on appelle la « mobilisation clandestine ». Ce terme désigne le recrutement continu de « volontaires », qui se répartissent en deux catégories : les kontraktniki et les combattants issus d'un large éventail de formations de volontaires. Le calcul du Kremlin est que le risque de mécontentement au sein de la société est plus faible dans le cadre de la « mobilisation clandestine » que dans celui d'un deuxième cycle de mobilisation obligatoire. En effet, ceux qui sont envoyés au front sont officiellement considérés comme des volontaires, même s'ils ont été recrutés en exploitant des déséquilibres de pouvoir ou en recourant à la tromperie ou à la coercition.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Les Kontraktniki

En mars 2020, la Russie comptait 405 000 soldats sous contrat, selon des sources officielles, et ce chiffre devait atteindre 500 000 en 2027. Après le début de la guerre, les objectifs ont été considérablement revus à la hausse et le délai pour les atteindre a été raccourci. En décembre 2022, le ministre de la Défense a annoncé que 695 000 kontraktniki serviraient dans les forces armées d'ici 2026 ; un an plus tard, en décembre 2023, il a demandé 745 000 soldats sous contrat d'ici 2027.

Contrairement à la réforme militaire de 2008, le recrutement des kontraktniki à partir de 2022 n'a pas eu pour objectif principal de professionnaliser les forces armées, mais de recruter autant de soldats que possibles pour les envoyer au front le plus rapidement possible.

Les dirigeants russes ne suivent pas un plan directeur détaillé. Ils procèdent plutôt étape par étape, par le biais de nombreuses mesures distinctes.

Afin d'élargir le vivier de recrutement, les limites d'âge ont été progressivement relevées. En mai 2022, la limite d'âge de 40 ans pour les kontraktniki a été abolie et, depuis lors, les candidats peuvent signer un contrat jusqu'à l'âge de 65 ans.

En parallèle, il est devenu plus facile de recruter des conscrits, des ressortissants étrangers et des détenus. Depuis 2023, les appelés peuvent signer un contrat dès le premier mois de service et non plus le troisième, comme c'était le cas auparavant. Avant l'invasion de l'Ukraine, les étrangers n'étaient acceptés comme kontraktniki que jusqu'à l'âge de 30 ans et avec une connaissance suffisante du russe, mais cette limite d'âge a été relevée en mai 2022 et les compétences linguistiques ne sont plus considérées comme un critère formel. Depuis juin 2023, les prisonniers peuvent signer un contrat pour les unités dites « Storm-Z », légalisant ainsi une pratique qui existait depuis le début de cette année.

Afin d'encourager le recrutement des kontraktniki, le ministère de la Défense annonce des salaires élevés et des prestations sociales généreuses, la possibilité de remise de peine et des conditions contractuelles prétendument plus faciles. Avant l'invasion, les soldats sous contrat recevaient un solde mensuel équivalent à 330 euros ; aujourd'hui, ils gagnent au moins 2 110 euros par mois. À cela s'ajoute une prime de recrutement unique d'environ 2 000 euros, qui est nettement plus élevée dans certaines régions. Étant donné que le revenu national moyen est de 800 euros par mois et qu'il n'est que de 400 euros dans les régions les plus pauvres, d'où proviennent la plupart des recrues, il est possible pour les soldats sous contrat de gagner autant en un an dans l'armée qu'en plusieurs années dans le civil. En outre, ils ont droit à des indemnités relativement élevées en cas d'invalidité (30 000 euros) et de décès (50 000 euros). Depuis fin septembre 2022, la procédure d'obtention de la nationalité russe pour les recrues étrangères a été simplifiée : alors qu'elles devaient auparavant effectuer un contrat de cinq ans dans les forces armées, une période de service d'un an seulement suffit désormais pour qu'elles, et les membres de leur famille, puissent prétendre à la nationalité russe. Les détenus qui s'engagent comme soldats sous contrat peuvent bénéficier d'une réduction de peine ou être graciés s'ils sont décorés.

Outre ces incitations, d'autres facteurs jouent un rôle décisif dans le recrutement de soldats sous contrat, à savoir la tromperie et la coercition. Par exemple, il est facile de faire pression sur les appelés pour qu'ils signent un contrat, car ils servent loin de chez eux et sont souvent soumis à un



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

harcèlement systématique de la part de leurs supérieurs dans le cadre de bizutages (dedovshchina). Les médias rapportent que des citoyens étrangers ont été trompés sur la nature de leur futur emploi ou, s'ils étaient coupables d'avoir enfreint la loi, ont eu le choix entre purger une peine de prison ou s'engager dans l'armée. Il est particulièrement facile pour les agences gouvernementales d'exploiter le pouvoir qu'elles détiennent inévitablement sur les détenus.

Le nouveau contrat d'un an montre à quel point des mesures censées faciliter les choses peuvent être utilisées pour contraindre. La période d'un an mentionnée dans le contrat ne s'applique que sur le papier, puisque Poutine a stipulé dans le décret de mobilisation partielle de septembre 2022 que les contrats de tous les kontraktniki resteront valables jusqu'à la fin de l'« opération militaire spéciale ». Pendant cette période, les contrats des militaires ne peuvent pas être annulés, tandis que tous les contrats arrivant à échéance doivent être renouvelés. Cela signifie que, de facto, une mobilisation permanente est en cours, non seulement pour les mobiki, mais aussi pour les kontraktniki.

Une prolifération rapide des formations de volontaires Le deuxième pilier de la « mobilisation clandestine » est le recrutement de combattants dans un large éventail de formations de volontaires. Au début de l'invasion, les dirigeants russes se sont appuyés sur des structures existantes – telles que les SMP et les groupes de Cosaques – mais ont rapidement commencé à promouvoir la création ad hoc de nouvelles unités. Il en a ainsi résulté une prolifération rapide de structures de volontaires ayant des statuts juridiques différents, des bases de financement et de recrutement hétérogènes et des degrés d'autonomie variables vis-à-vis du ministère de la Défense et de l'état-major des armées.

Les formations créées avant 2022 comprennent des SMP, telles que « Wagner », « E.N.O.T. » et « Rusich », ainsi que des unités de Cosaques dans le Donbass occupé. Après l'invasion à grande échelle, le nombre de SMP en particulier a considérablement augmenté, de même que leur importance sur le champ de bataille. Bien que la création, le financement et le recrutement de « formations armées illégales » soient interdits en Russie à ce jour, une coopération étroite entre les groupes mercenaires et les agences de l'État – allant du financement à la formation, en passant par l'armement et le recrutement – est ouvertement pratiquée. Par exemple, Wagner a été autorisé à recruter dans les prisons jusqu'au printemps 2023 ; et ce sont surtout ces hommes qui ont été déployés dans les « tactiques des vagues humaines » qui ont coûté tant de vies. Sur les quelque 78 000 combattants de Wagner, 22 000 seraient tombés lors de la seule bataille de Bakhmout.

Contrairement aux groupes de mercenaires, les Cosaques ne sont pas recrutés pour des raisons principalement pécuniaires, mais plutôt, dans la tradition des « paysans guerriers » de la Russie tsariste, pour des raisons idéologiques. Le patriotisme, le militarisme et le christianisme orthodoxe sont les valeurs fondamentales des Cosaques. Selon la All-Russian Cossack Society, 27 000 Cosaques combattaient en Ukraine à la fin de l'année 2023.

Depuis 2014, des milices russes sont apparues dans les territoires ukrainiens occupés. En particulier, l'Union des volontaires du Donbass a recruté des combattants pour des opérations de première ligne dans cette région et en Russie même.

Après l'invasion, un nouveau phénomène est apparu : la multiplication des formations de volontaires par le biais desquelles les régions et les entreprises recrutent.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

En juillet 2022, avant même la mobilisation partielle, le gouvernement a ordonné aux administrations des 85 sujets de la fédération (y compris la Crimée et Sébastopol, illégalement annexées) de former des bataillons d'environ 400 hommes chacun. L'objectif était de recruter rapidement 34 000 combattants. Depuis l'été 2022, des entreprises (semi-)étatiques et privées recrutent également parmi leurs propres employés pour envoyer des combattants à la guerre. Des unités de Gazprom (« Potok », « Plamia », « Fakel »), Roskosmos (« Uran ») et Rusal (« Sokol ») ont ainsi été formées. Comme dans le cas des PMC et des bataillons régionaux de volontaires, les soldes perçus par les membres de ces unités sont bien supérieurs à ceux des kontraktniki réguliers.

Diffusion ou contrôle des formations de volontaires ?

Bien que les formations volontaires aient pu recruter rapidement un grand nombre de combattants, cette évolution présente des risques pour le régime de Poutine et l'État. Ces risques vont du contrôle insuffisant du ministère de la Défense sur les structures individuelles à l'érosion du monopole de l'État sur l'usage de la force. La mutinerie de Wagner, qui a clairement démontré les défis auxquels est confronté le Kremlin, a marqué le début d'une nouvelle phase dans la gestion des groupes de volontaires.

Initialement, à l'automne 2022, un différend sur l'allocation des ressources s'est transformé en une lutte de pouvoir ouverte entre le financier de Wagner, Evgueni Prigojine, et le ministre de la Défense de l'époque, M. Choïgou. M. Prigojine a qualifié la direction militaire d'incompétente et les élites de décadentes, tandis qu'il se présentait comme une sorte de tribun du peuple et Wagner comme une armée populaire patriotique.

À la mi-juin 2023, Choïgou a réagi en demandant à toutes les formations de volontaires de signer un contrat avec le ministère de la Défense avant le 1er juillet 2023. De cette manière, des structures auparavant illégales telles que les SMP devaient être légalisées et placées sous le contrôle du ministère de la Défense. Prigojine a refusé d'obéir à cet ordre et certains de ses combattants se sont dirigés vers Moscou le 23 juin 2023 dans une « marche pour la justice ». Même si la mutinerie a échoué, elle a révélé les dangers de la « proxification » des structures de violence russes, non seulement pour le ministère de la Défense, mais aussi pour le régime dans son ensemble.

Le Kremlin a réagi en détruisant le modèle Wagner. La SMP avait joué un rôle particulier non seulement en raison de sa taille, mais aussi parce qu'elle était intégrée dans le vaste réseau corporatif d'un entrepreneur de la violence qui avait des ambitions politiques. La structure de l'entreprise de Prigojine a été démolie et il a lui-même été tué, en même temps que le fondateur de Wagner, Dmitri Outkine, dans un accident d'avion le 23 août 2023. Les combattants de Wagner ont alors eu le choix entre signer un contrat avec le ministère de la défense ou s'exiler en Biélorussie.

De son côté, le ministère de la Défense a saisi l'occasion de cette mutinerie pour mettre en œuvre son plan visant à renforcer le contrôle sur tous les groupes de volontaires. À cette fin, ces derniers ont été subordonnés à trois grandes organisations de tutelle contrôlées par le ministère de la Défense : Redut, BARS et l'Africa Corps. Bien qu'il s'agisse officiellement d'une SMP, Redut est considérée comme une organisation de façade du service de renseignement militaire (GRU). BARS a été fondé en 2015 en tant que « réserve de l'armée de combat » des forces armées russes. Au lieu de former des réservistes, il s'est transformé en une organisation de tutelle pour diverses formations



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

de volontaires. Des unités de l'Union des volontaires du Donbass, de la All-Russian Cossack Society et des groupes créés par des entreprises (semi-) étatiques et privées combattent sous la bannière de Redut et de BARS. Parallèlement, le nouveau « Corps africain » a repris de nombreuses opérations menées auparavant par Wagner dans les pays africains.

Les risques posés par la diffusion des structures de violence n'ont pas été éliminés en principe puisque ces mêmes entités ont été formellement subordonnées au ministère de la Défense ; en fait, ils pourraient même s'accroître, car un grand nombre d'acteurs extérieurs à l'armée continuent d'être impliqués dans le recrutement et le (co)financement de ces groupes – des élites et entrepreneurs régionaux aux forces plus idéologiques. Bien que ces acteurs considèrent avant tout la création et le financement de formations volontaires comme un moyen de prouver leur loyauté envers le président, il apparaît de plus en plus que leur motivation est de démontrer leur propre statut au sein du réseau d'élites et d'assurer une protection en cas d'escalade des conflits au sein du système lui-même.

Le Kremlin n'a aucune raison impérieuse de remettre fondamentalement en question le recrutement par le biais de formations de volontaires tant que la verticalité du pouvoir présidentiel reste incontestée. Dans le système polycentrique des structures de sécurité russes, la concurrence par le biais de chevauchements fonctionnels et de duplications structurelles est un instrument important du contrôle présidentiel. Dans ce contexte, la diversité des formations de volontaires peut donc servir de police d'assurance à M. Poutine contre la montée en puissance de l'armée en temps de guerre.

Les limites de la mobilisation clandestine Toutefois, la mobilisation clandestine sera probablement confrontée à des défis à l'avenir en raison des contraintes et des changements dans le vivier de recrutement. Ainsi, en supposant que ses objectifs politiques restent les mêmes, le Kremlin pourrait ne pas être en mesure d'éviter un nouveau cycle de mobilisation obligatoire.

Selon les chiffres officiels, 305 000 kontraktniki ont été recrutés au cours des 10 premiers mois de 2023 et 100 000 au cours des trois premiers mois de 2024. Toutefois, plus la guerre durera, plus il sera difficile de recruter des soldats contractuels réguliers. Alors que les combattants volontaires ont le même niveau de salaire et d'avantages sociaux que les kontraktniki, ils perçoivent des primes de recrutement plus élevées et sont autorisés à résilier eux-mêmes leur contrat à la fin de la période convenue. On peut donc s'attendre à ce que les personnes prêtes à combattre préféreront à l'avenir signer un contrat avec une formation de volontaires.

En outre, une partie de la base de recrutement de la « mobilisation clandestine » a déjà été sévèrement épuisée. C'est notamment le cas des détenus, dont le nombre a diminué de 105 000 depuis l'invasion totale, pour atteindre 249 000 en décembre 2023. Une part importante des habitants des régions russes les plus pauvres et des segments de la population qui voient dans le service militaire un moyen de sortir de leur situation économique précaire ont probablement déjà été recrutés. D'autre part, le fait que les prestations promises n'ont souvent été que partiellement versées, voire pas du tout, risque d'avoir un effet démotivant.

Le potentiel de recrutement est beaucoup plus important parmi les étrangers et les forces russes motivées par l'idéologie. Le nombre de combattants du « Sud global » a considérablement augmenté depuis le milieu de l'année 2023 et, en raison de la position plus forte de la Russie dans les pays



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

pauvres et déchirés par des conflits en particulier, ce nombre devrait encore augmenter. Toutefois, en raison de leur manque de compétences linguistiques et d'une formation insuffisante, leur utilisation militaire se limite en grande partie à servir de « chair à canon » sur le front. Cette situation, combinée aux informations selon lesquelles la tromperie et la coercition ont joué un rôle important dans le recrutement de ces combattants, pourrait bien nuire à l'image de la Russie dans les pays du Sud global. Les dirigeants népalais, par exemple, ont déjà interdit à leurs citoyens de travailler en Russie.

Pour les autorités russes, il est plus facile de faire pression sur les travailleurs migrants qui vivent dans le pays, en particulier ceux qui viennent d'Asie centrale. Une campagne massive pourrait conduire au recrutement (forcé) de dizaines de milliers de combattants. Toutefois, cela ne ferait qu'exacerber le problème de la main-d'œuvre pour l'économie russe, tout en mettant à rude épreuve les relations avec les pays d'origine.

Le groupe qui pourrait fournir un plus grand nombre de recrues est celui des citoyens russes motivés par l'idéologie, y compris l'ensemble des forces nationalistes, à l'égard desquelles le Kremlin a une attitude ambivalente. D'un côté, Vladimir Poutine les instrumentalise et les promeut dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer l'éducation patriotique et militariste de la société ; de l'autre, Moscou craint que ces forces ne soient pas facilement contrôlables et que certaines d'entre elles puissent se mobiliser de manière indépendante.

Dans le cadre de leurs efforts de recrutement, le Kremlin et le ministère de la Défense se concentrent sur les forces nationalistes considérées comme loyales au régime, en particulier les Cosaques enregistrés. C'est au sein de ce groupe que doit être constituée la « réserve de mobilisation » de 60 000 Cosaques, approuvée en avril 2024.

Les forces nationalistes, dont les demandes d'actions plus sévères contre l'Ukraine et l'Occident vont de pair avec des critiques plus profondes des dirigeants et une vision alternative de l'avenir de la Russie, sont plus problématiques pour les dirigeants russes. Il s'agit notamment d'anciens combattants du Donbass et de blogueurs « Z » à forte audience tels qu'Igor Guirkine (« Strelkov »). Ce dernier, qui prône un retour au tsarisme orthodoxe, a contribué à mener l'attaque sur le Donbass en 2014, mais a critiqué la voie suivie par les dirigeants militaires après 2022, la jugeant trop hésitante, et a voulu se présenter à l'élection présidentielle de 2024. Le fait que Guirkine ait été condamné à quatre ans de prison pour « extrémisme » en janvier 2024 montre que le Kremlin s'inquiète de ces individus.

Contrairement à l'Ukraine, la population féminine de Russie a jusqu'à présent été exclue des campagnes de recrutement pour la ligne de front, à l'exception de cas isolés tels que les tireuses d'élite du bataillon « Espanola ». Compte tenu de l'image largement traditionnelle des femmes et de la famille, il est peu probable que cela change.

Un nouveau cycle de mobilisation obligatoire ?

La mobilisation secrète est non seulement coûteuse, mais elle comporte également le risque de diffuser des structures de procurement et a ses limites en termes de nombre de personnes recrutées.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Le fait que le Kremlin ait persisté dans cette voie montre que les risques politiques intérieurs d'une mobilisation partielle ou générale sont considérés comme plus élevés. Toutefois, si les pertes humaines continuent d'augmenter et/ou si le Kremlin veut prévenir l'impact des livraisons d'armes et des garanties de sécurité occidentales en lançant une nouvelle offensive majeure ou en créant une position favorable pour les négociations à la suite des élections américaines, un nouveau cycle de mobilisation obligatoire peut difficilement être évité – même si le nouveau ministre de la Défense a dénoncé une telle mesure.

En effet, les mesures législatives et administratives nécessaires ont déjà été prises parallèlement à la mobilisation clandestine. En juillet 2023, V. Poutine a ordonné que la limite d'âge supérieure pour les réservistes soit relevée de cinq ans ; et depuis janvier 2024, les hommes âgés de 18 à 30 ans – au lieu de 18 à 27 ans précédemment – doivent être enrôlés, tout comme les hommes des territoires ukrainiens nouvellement occupés. En conséquence, le nombre de conscrits appelés au printemps 2024 a atteint 150 000, soit le niveau le plus élevé depuis 2016.

Parallèlement, il est de plus en plus difficile pour les hommes russes de se soustraire à la conscription en tant que conscrits ou mobiki. Depuis avril 2023, les avis de conscription ne doivent plus être remis en personne ; une notification numérique suffit désormais. Les amendes pour défaut de présentation aux bureaux d'enrôlement avant la date limite ont été massivement augmentées. S'y ajoute la menace de conséquences qui rendent la vie quotidienne beaucoup plus difficile, comme le retrait du permis de conduire ou l'impossibilité de demander un prêt. En outre, une fois l'avis de convocation envoyé, le destinataire n'est plus autorisé à quitter le pays.

Cependant, un nouveau cycle de mobilisation obligatoire serait extrêmement impopulaire. Dans un sondage réalisé par Russian Fields en octobre 2023, 58 % des personnes interrogées se sont prononcées contre une telle mesure. Même si le niveau de répression du régime est extrêmement élevé, le potentiel de mécontentement pourrait dépasser celui de septembre 2022. En effet, ceux qui ont jusqu'à présent délibérément échappé aux campagnes de recrutement massives, notamment les habitants bien éduqués des grandes villes, seraient désormais contraints de combattre en première ligne. L'approche initiale consistant à maintenir le groupe de mobiki isolé et donc plus facile à contrôler ne serait plus tenable.

En outre, étant donné l'impact sur des segments plus larges de la société, il est possible que le potentiel de protestation parmi les mères ou les femmes augmente, notamment parce que les nouveaux mobiki seraient envoyés au combat insuffisamment formés et mal équipés. En effet, le problème structurel du manque d'installations d'entraînement et d'officiers subalternes pour servir d'instructeurs n'a pas été résolu. Le mouvement Put domoi (Chemin du retour), qui s'est formé après le premier cycle de mobilisation, a d'abord critiqué non pas la guerre elle-même, mais le manque de rotation des mobilisés. Les autorités n'ayant pas répondu aux plaintes, les critiques à l'égard des dirigeants du pays se sont concentrées sur des questions politiques plus fondamentales.

On peut donc supposer que si le Kremlin devait appeler à un nouveau cycle de mobilisation, les justifications devraient être préalablement modifiées. Une option consisterait à postuler un niveau de menace massivement accru, par exemple, en raison des bombardements ukrainiens sur les installations militaires russes et/ou des livraisons d'armes occidentales.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Ou encore, le nouveau cycle de mobilisation pourrait être présenté comme une question d'équité, puisqu'il permettrait de relever ceux qui servent déjà comme mobiki. Une telle approche pourrait dissiper la principale critique formulée par les Put domoi et présenter le nouvel appel comme une rotation régulière dans le cadre du décret de mobilisation de septembre 2022, toujours en vigueur. Alors que depuis un certain temps, les dirigeants moscovites mettent en avant les menaces extérieures croissantes qui pèsent sur la Russie, l'épineuse question de l'équité n'a pas encore été directement abordée. Fin février 2024, Vladimir Poutine a plutôt adopté un nouveau ton en faisant l'éloge des combattants de première ligne et des vétérans de guerre, qu'il a qualifiés de « nouvelle élite » du pays.

Se préparer à une guerre longue

La Russie compte sur une longue guerre d'usure dans laquelle elle pourra puiser dans des réserves de main-d'œuvre nettement plus importantes que celles de l'Ukraine, qui se heurtera de plus en plus à ses limites à la suite d'une mobilisation générale qui a commencé au début de la guerre, il y a près de deux ans et demi. À lui seul, le nombre d'hommes âgés de 18 à 60 ans est plus de trois fois et demie plus élevé en Russie (39 millions) qu'en Ukraine (11 millions). Dans ce contexte, il est d'autant plus important que Kiev obtienne des États occidentaux des livraisons suffisantes d'armes et d'équipements modernes ainsi que des engagements à long terme en matière de sécurité.

Dans le même temps, la Russie se prépare à une longue confrontation avec l'Occident. Son budget de défense a doublé par rapport à l'année précédente pour atteindre l'équivalent de 108 milliards d'euros en 2024. Cela signifie que 28 % des dépenses publiques sont allouées à l'armée, ce qui correspond à 6 % du produit intérieur brut. Si l'on y ajoute les dépenses classifiées dans d'autres postes budgétaires utilisés à des fins militaires, ce chiffre est supérieur à 7 %. L'augmentation des dépenses militaires vise non seulement à stimuler la production de défense russe, mais aussi à porter les effectifs des forces armées à 1,5 million de soldats. En 2024, 16 nouvelles divisions et 14 brigades devraient être formées.

Pendant ce temps, des changements plus fondamentaux dans la structure des forces armées russes deviennent apparents. La direction prise s'éloigne de la réforme de 2008, qui visait à transformer l'armée de mobilisation de masse obsolète de l'ère soviétique en une force plus professionnelle et prête au combat, capable de poursuivre la quête russe d'une zone d'influence dans l'espace post-soviétique et d'effectuer des opérations limitées au-delà de l'espace post-soviétique. Aujourd'hui, les forces armées russes reviennent en partie au concept de l'armée de mobilisation de masse. À l'avenir, l'OTAN et l'Union Européenne seront confrontées à une Russie militarisée dont les forces armées ont – malgré tous leurs problèmes – acquis une expérience de combat dans une guerre majeure en Europe et augmenté leur capacité à s'engager dans de tels conflits.

lerubicon.org

L'Occident face à la guerre russe en Ukraine : quelle stratégie ?

ven. 23 août à 13:20

Guy Vinet aborde le conflit en Ukraine sous le prisme des relations politiques et militaire entre l'Occident et l'Ukraine.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Il met en exergue la stratégie occidentale à double tranchant pour aider l'Ukraine à se défaire de la prise Russe. En dépit d'une assistance militaire importante (armements et formations) apportée à l'Ukraine pour faire face à l'agression russe, les Occidentaux n'ont toujours pas explicité l'objectif commun qu'ils souhaitent ainsi atteindre. Il en résulte une aide qui semble livrée de manière erratique doublée d'un manque de vision stratégique. Cet état de fait n'est pas sans conséquences, inverses, tant pour l'agressé que pour l'agresseur.

Depuis le 24 février 2022, l'Ukraine subit une agression militaire brutale et illégale de la Russie par le biais d'une large offensive terrestre et d'attaques aériennes régulières. Les objectifs du Kremlin assignés à l'offensive contre son voisin occidental ont été formulés de manière parfois évolutive. Le président Poutine a ainsi d'abord parlé de « dénazification », de « démilitarisation » et de « neutralisation », mettant en avant des menaces chimériques que l'Ukraine ferait peser sur son pays. En réalité, son but était, et demeure, de subjuguer ce voisin indocile.

Le fait de refuser le terme « guerre » au profit d'« opération militaire spéciale » pour labelliser cette agression armée indiquait de manière sous-jacente que l'Ukraine ne constituait pas, aux yeux du Président russe, un État souverain et qu'elle devait revenir dans le giron de la Russie, dont elle n'aurait jamais dû sortir. Il s'agissait de mettre fin aux errements ukrainiens résultant des décisions prises au cours de l'année 1991, qui avaient conduit à l'indépendance du pays appuyée à l'époque, paradoxalement, par le président russe Eltsine. L'arrivée au pouvoir à Moscou de Vladimir Poutine en 1999 allait changer la donne, surtout à partir de 2007 (conférence de sécurité de Munich), puis de 2008 avec la brève guerre russe en Géorgie ; le ton de ce qui allait suivre était donné.

En bref, la stratégie du Kremlin depuis 2014 par la voie de la déstabilisation, puis surtout depuis février 2022 par celle de la conquête militaire, a pour objectif de permettre à la Russie de reprendre le contrôle d'une province perdue. L'objectif a le mérite de la clarté et se trouve confirmé à chaque fois que quelque esprit naïf mentionne d'hypothétiques négociations de paix entre les deux pays : pour Moscou, il ne saurait y avoir de discussions sans reddition pure et simple de Kiev.

Bien renseignés, même tardivement, par les services occidentaux, les Ukrainiens ont sauvé leur capitale, ont bien résisté aux premiers coups de boutoirs russes et ont même fait reculer, par endroits, les forces d'invasion jusqu'au point actuel d'un équilibre fragile. La Russie occupe aujourd'hui entre 18 et 20 % du territoire ukrainien, elle en grignote petitement des parcelles par des offensives terrestres qui épuisent les forces ukrainiennes et elle inflige des bombardements aériens réguliers sur populations et infrastructures civiles. La pression militaire russe ne faiblit pas et reste conforme aux objectifs stratégiques en dépit des erreurs tactiques et opérationnelles en cours d'action. L'incursion militaire ukrainienne en Russie (région de Kursk) depuis le 6 août 2024 n'a pas (encore) produit d'effets significatifs mais pourrait annoncer un retour à la guerre de mouvement et un remodelage de la ligne de front.

La réaction occidentale

Depuis le premier jour de l'agression russe en Ukraine, cette dernière a pu compter sur un large soutien des pays occidentaux, en premier lieu ceux de l'Otan et de l'Union européenne (UE) sous l'impulsion initiale et décisive des États-Unis. Quoiqu'important et décisif, ce soutien est apparu – et apparaît toujours – comme erratique, inconsistant et, au bout du compte, problématique.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

On se souvient avec affliction de la décision allemande de limiter son aide militaire initiale à l'envoi de 5 000 casques (1) en Ukraine. Cette indécision allemande annonçait celle à venir sur la livraison de chars lourds Leopard 2. Si l'Allemagne se distinguait alors par sa timidité stratégique traditionnelle, elle n'était pas la seule à faire preuve de prudence puisque même les États-Unis ont longtemps hésité avant de livrer à Kiev des chars de combat Abrams. Après le psychodrame des chars, ce fut celui des avions de combat F-16 qui sont finalement en cours de livraison avec l'accord de Washington. D'autres pays européens, dont la France, ont annoncé la livraison d'avions de chasse à l'Ukraine. Des difficultés et querelles du même ordre étaient apparues sur la question de la portée de missiles occidentaux à fournir à l'Ukraine et sur leur usage sur le champ de bataille.

Alors que le secrétaire à la défense américain, Lloyd Austin, avait annoncé dès le mois d'avril 2022, peut-être hâtivement, que l'objectif des États-Unis dans cette guerre était de mettre la Russie hors d'état de répéter ce type d'opération (2), les Européens sont restés silencieux sur une possible stratégie à l'égard de l'Ukraine, se contentant du discours lénifiant sur une aide « aussi longtemps qu'il faudra ». La suite des événements a démontré que pas plus les Américains que les Européens n'avaient élaboré de stratégie pour faire face à l'agression russe en Ukraine. Toutefois, les États-Unis ont manifesté plus de constance et de ténacité que l'Europe dans leur effort d'aide militaire à l'Ukraine, cet effort ne valant pas stratégie.

La possibilité d'une stratégie

Dans le cadre de la guerre russe en Ukraine, les Américains comme les Européens ne sont pas belligérants, mais ils se sont, dès le début, posés en alliés inconditionnels du pays agressé. Cette posture aurait dû les contraindre à adopter une stratégie claire de sorte que Kiev, comme Moscou, sache parfaitement ce que pouvait signifier cette alliance non formalisée.

L'élaboration d'une stratégie demande une compréhension profonde de la situation ainsi que de l'imagination, aussi bien dans la désignation de l'objectif que dans celle des moyens à mettre en œuvre ; la réussite d'une stratégie appelle une réflexion sur le temps long et une certaine patience stratégique. Ces deux prédicats doivent être couronnés par un troisième, le plus important : une stratégie exige une volonté politique sans faille.

Ainsi, les alliés occidentaux de l'Ukraine doivent comprendre et intégrer définitivement que l'agression russe est une menace directe pour l'Europe ainsi que pour la sécurité de l'espace euro-atlantique. L'unilatéralisme russe belliqueux ne saurait être payant en aucune manière et la procrastination occidentale n'est plus de mise.

Au début de la guerre froide, les États-Unis ont mis au point une politique de « containment » (endiguement) à l'égard de l'Union soviétique définie par le diplomate américain George Kennan en 1947. Cet exemple est de nature à servir de modèle à ce que les Occidentaux pourraient développer face à la Russie aujourd'hui avec un élément dramatiquement supplémentaire : les Russes sont déjà passés à l'offensive militaire. En d'autres termes, le « containment » pourrait constituer un élément nécessaire mais non suffisant de la ligne stratégique occidentale.

Malgré leur sévérité et leur ampleur, les mesures occidentales adoptées dans les domaines économiques et commerciaux à l'égard de la Russie ne sauraient constituer une stratégie et sont



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

largement insuffisantes pour défendre l'Ukraine. La guerre elle-même et les sanctions menées par les États-Unis et l'Union européenne contre la Russie y ont entraîné des difficultés qui ont pu être surmontées : Moscou est passé en économie de guerre ; un tiers du budget national est attribué à la défense ; la gestion du secteur militaire a été améliorée et des moyens de contourner les sanctions ont été trouvés. Enfin, le Kremlin n'est pas resté inerte face aux mesures occidentales ; il y répond par des actions agressives « hybrides » telles qu'attaques par l'espace cyber, harcèlements et désinformation.

Par ailleurs, la Russie sème aussi le trouble et le doute en usant régulièrement de la menace atomique et elle a délocalisé certaines armes nucléaires vers la Biélorussie. Sur la scène internationale, elle peut compter sur l'Iran et la Corée du Nord en approvisionnement militaire, ainsi que sur la Chine en soutien politique. Elle a également su s'attirer la neutralité bienveillante d'une partie du Sud global.

Même si l'Ouest n'a pas montré l'exemple après avoir violé naguère le droit international au Kosovo, en Libye ou en Irak, il reste fondé à adopter une position politique et stratégique propre à défendre ses intérêts ainsi que les principes de la Charte des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki. Les turpitudes des uns n'excusent pas celles des autres.

Une stratégie occidentale commune pour l'Ukraine reste difficile à définir compte tenu de la géographie et de la divergence des intérêts. En Europe, la Russie fait peser une menace directe sur la sécurité du continent tout en y déstabilisant les échanges commerciaux, énergétiques et industriels. Par ailleurs, les Européens n'ont pas de culture commune sur les questions de défense et militaires. Pour les États-Unis, il s'agit davantage de limiter la capacité de nuisance de la Russie, de l'amener à résipiscence dans son ambition de remodeler les équilibres internationaux à son bénéfice et de confirmer ou de conforter sa prééminence mondiale.

En dépit de toutes les difficultés envisageables, les États occidentaux qui soutiennent l'Ukraine doivent clairement définir et énoncer leur stratégie sans se réfugier derrière l'argument captieux du risque de l'escalade. Il ne saurait y avoir d'autres objectifs que la défaite de la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

Le risque de l'escalade

La récente décision du Président américain d'autoriser Kiev à utiliser les armes fournies pour frapper des objectifs sur le territoire russe est la dernière en date de ce que certains commentateurs qualifient d'escalade occidentale. En réalité, celle-ci a commencé depuis les premières livraisons à l'Ukraine d'armes décisives telles que chars de combat, lance-roquettes multiples, munitions à longue portée, bombes à sous-munitions et, bientôt, avions de combat (supra).

Chaque échelon de l'escalade a été gravi par les Occidentaux non sans réflexion ni, peut-être, appréhension, la Russie n'étant pas avare de menaces. Toutefois, force est de constater que ces intimidations, même assorties de gesticulations diverses, sont restées sans suite dans le champ de l'action militaire. Face à l'escalade occidentale, la réponse russe est restée principalement rhétorique quoiqu'assorties d'opérations « hybrides » déjà mentionnées (supra) et d'une multiplication des bombardements aériens (drones et missiles) sur l'Ukraine. Dans cette dialectique d'affrontement, il est paradoxal de constater que la notion d'escalade est rejetée sur l'État agressé et ses soutiens.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Le point faible de l'escalade occidentale est qu'elle se produit trop lentement et trop scrupuleusement ; elle est décidée au coup par coup, ne se réalise que dans une logique de réaction où un ajustement graduel tient lieu de vision (3). Finalement, elle n'a jamais provoqué, à un moment donné, un vrai changement de la donne stratégique dans le cours du conflit. Par ailleurs, les discussions interminables qui ont précédé chacune des étapes ont effacé tout effet de surprise chez l'agresseur russe qui a eu largement le temps de se préparer. Ainsi en est-il du paquet d'aide américaine à l'Ukraine adopté en avril 2024 après six mois de blocage au Congrès.

Depuis l'échec de la contre-offensive ukrainienne de 2023, la Russie pousse son avantage sur le terrain et intensifie ses attaques aériennes. L'escalade occidentale ne fait que limiter les gains russes et soulager les forces ukrainiennes à la peine ; elle est le fait d'une sorte de timidité stratégique pour ne pas dire de pusillanimité.

Le déroulement du conflit montre que les Occidentaux n'ont pas de vision avouée et commune pour sa conclusion et se contentent de répondre aux demandes ukrainiennes d'aides militaires avec retard et parcimonie. Ceci conduit à un conflit d'attrition pour la Russie et de résistance pour l'Ukraine dont les ressources humaines sont limitées.

L'ultime étape de l'escalade occidentale serait le déploiement de troupes internationales en Ukraine pour en appuyer les forces armées. Certains alliés occidentaux y disposent déjà de militaires dans des missions de renseignement ou d'assistance technique. L'option d'un déploiement en Ukraine de troupes au sol a été évoquée par le Président français le 26 février 2024 ; cette proposition ne s'insère dans aucune stratégie et n'a reçu aucun soutien allié.

Néanmoins, le risque d'une escalade décisive demeure, pouvant déboucher sur ce que les Occidentaux craignent et s'acharnent à prévenir : un conflit régional généralisé avec un éventuel recours à l'arme nucléaire par la partie russe. À trop vouloir se prémunir d'une telle option, les Occidentaux sont peut-être en train d'en créer les conditions.

Cette possible « montée aux extrêmes », pour reprendre l'expression de Clausewitz, pourrait être enrayée par des discussions entre les parties. La conférence internationale pour la paix en Ukraine tenue en Suisse en juin dernier, dont on attend toujours des résultats concrets, a montré les limites de l'exercice (4). Pour la prochaine édition, hypothétique, le Président ukrainien a annoncé être favorable, cette fois-ci, à la présence d'une délégation russe (5). Ce changement de pied résulte principalement de pressions occidentales.

L'avenir dira rapidement si la récente opération militaire ukrainienne lancée en Russie le 6 août 2024 constitue un nouveau palier de l'escalade. Avec ses objectifs incertains (prise de gage, prélude à négociations, contrôle de points névralgiques, échange de prisonniers...), elle n'a pas suscité de remarques officielles chez les alliés occidentaux. Ce silence éloquent éclaire un embarras probable face à une initiative non ouvertement souhaitée pour laquelle le Pentagone a reconnu ne pas avoir été informé (6) ; le président Poutine a accusé les Occidentaux de soutenir Kiev dans cette opération et a renouvelé son refus de toute discussion. Les États-Unis annonçaient toutefois quelques jours plus tard un nouveau soutien militaire à l'Ukraine de 125 millions de dollars pour aider le pays à « combattre l'agression russe » (7).



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Cette offensive ukrainienne en territoire russe constitue un pari audacieux dont les conséquences ne sont pas encore mesurables ; en revanche, il est peu douteux qu'elle soit l'un des fruits d'une carence stratégique occidentale. Celle-ci se trouve illustrée par l'exemple de l'Allemagne qui a annoncé, le 18 août dernier, sa décision de réduire son budget de soutien à l'Ukraine pour 2025 (8).

Le rôle primordial de l'Otan

L'Alliance atlantique est le lieu le plus approprié pour l'élaboration d'une stratégie occidentale en rassemblant trente-deux alliés de l'espace euro-atlantique, plus quelques partenaires. Bien que sous leadership américain, l'Otan prend ses décisions les plus importantes sur le principe du consensus.

L'Alliance atlantique a sensiblement amélioré son potentiel militaire depuis l'invasion de l'Ukraine. Aujourd'hui, une vingtaine de ses membres atteignent ou dépassent le seuil des 2 % de PIB pour leurs dépenses militaires alors qu'ils n'étaient que trois, dix ans auparavant. Il reste cependant de nombreux trous dans le filet côté européen (9).

Un objectif politico-stratégique de l'Otan porte sur la décision d'une future adhésion de l'Ukraine à l'Alliance atlantique (10). Son dernier sommet à Washington n'en a pas ouvert la voie, principalement sur la base des réserves allemandes et américaines. En l'état, l'option paraît en effet aussi risquée que coûteuse.

Les États-Unis ont mis sur pied dès après le début de l'invasion russe de l'Ukraine le groupe de Ramstein (groupe de contact de défense de l'Ukraine) dont l'objectif est de mobiliser et de coordonner l'aide militaire apportée à l'Ukraine. Cette structure ad hoc est institutionnalisée et passée sous le contrôle de l'Otan en permettant ainsi la pérennité (11).

Le communiqué final (12) du sommet de l'Otan tenu à Washington les 11 et 12 juillet derniers à l'occasion du 75e anniversaire de l'Alliance atlantique souligne à plusieurs reprises la volonté des Alliés de soutenir l'Ukraine. Le paragraphe 5 rappelle l'engagement « à intensifier notre soutien à l'Ukraine sur le long terme afin qu'elle puisse remporter son combat pour la liberté ». Le paragraphe 15 réaffirme « notre solidarité indéfectible avec le peuple ukrainien, qui défend héroïquement sa nation et son sol, en même temps que nos valeurs communes » ; il établit la création d'un « programme Otan de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine (NSATU) afin de coordonner les livraisons d'équipements militaires ainsi que les activités de formation militaire organisées par les Alliés et leurs partenaires » et annonce une enveloppe de 40 milliards de dollars pour l'année à venir. Le paragraphe 16 informe sur le rapprochement en cours entre l'Ukraine et l'Otan notamment via le Conseil Otan-Ukraine.

Le communiqué final du sommet se conclut par une fiche particulière « Engagement à aider durablement l'Ukraine à assurer sa sécurité » dont la phrase clé paraît être : « Nous sommes déterminés à aider l'Ukraine à mettre en place des forces capables de vaincre l'agresseur russe aujourd'hui et de le dissuader de commettre une nouvelle agression demain ». Une telle détermination n'apparaissait pas dans le communiqué final de Vilnius (2023) ; elle semble donner l'objectif à atteindre : l'Ukraine, avec l'aide occidentale, doit vaincre la Russie dans l'actuel conflit, victoire assortie d'un effet de dissuasion. Toutefois, il conviendra d'évaluer si l'évolution sémantique exprime ou annonce un véritable changement d'attitude. À la lumière des développements récents, rien n'est moins sûr.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Conclusion

L'effort occidental envers l'Ukraine consiste à maintenir le pays à flot, lui évitant de couler sous la puissance de l'attaquant. Cette situation d'équilibre précaire ne saurait constituer un objectif stratégique ; elle n'est en rien une victoire ukrainienne qui ne sera acquise que lorsque les forces armées russes se seront retirées du territoire ukrainien et elle n'annonce aucune volonté de pondération du côté du Kremlin qui reste fermé à toute négociation.

Pour l'Ukraine, l'ennemi à combattre et à défaire est son agresseur, la Russie. Cependant, elle est confrontée à un autre défi : la faiblesse stratégique occidentale à son égard. Ce défaut est doublement dangereux : il prive Kiev d'une vision de long terme et il donne à Moscou des raisons d'espérer.

(1) Martin Éric-André et Rich David, « Aide à l'Ukraine et réarmement de l'armée... La bascule militariste de l'Allemagne est-elle tenable ? », Institut français des relations internationales (Ifri), 15 novembre 2023 (www.ifri.org/).

(2) Borger Julian, « Pentagon chief's Russia remarks show shift in US's declared aims in Ukraine », *The Guardian*, 25 avril 2022 (<https://www.theguardian.com/world/2022>).

(3) Charap Samuel et Shapiro Jeremy, « U.S. Escalation in Ukraine Needs a Plan », *Rand Commentary*, 3 juin 2024 (<https://www.rand.org>).

(4) Vinet Guy, « Conférence internationale pour la paix en Ukraine (1/2) – Processus et perspectives », *RDN*, 6 juin 2024 (www.defnat.com/) et « Conférence internationale pour la paix en Ukraine (2/2) : Beaucoup de bruit pour rien », *RDN*, 28 juin 2024 (www.defnat.com/).

(5) Clavier Henri, « Sommet sur la paix : en proposant à la Russie de participer, l'Ukraine ne signale pas qu'elle est prête à céder sur les frontières », *Public Sénat*, 16 juillet 2024 (www.publicsenat.fr/).

(6) Decker Audrey, « Pentagon didn't get heads up about Ukraine's Kursk offensive », *Defense One*, 15 août 2024, (<https://www.defenseone.com>).

(7) Department of Defense (DoD), « Biden Administration Announces Additional Security Assistance for Ukraine », 9 août 2024 (www.defense.gov/).

(8) Noyan Olivier, « Germany won't provide Ukraine with fresh money », *Euractiv*, 19 août 2024 (www.euractiv.com/).

(9) Siebold Sabine et Williams Matthias, « NATO finds gaping holes in Europe's defences », *Reuters*, 24 juillet 2024 (<https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/nato-finds-gaping-holes-defences-europe-2024-07-24/>).

(10) Dailey Ann Marie, « Bridge for Ukraine into NATO », *RAND*, 18 juin 2024 (www.rand.org/).

(11) Besch Sophia et Ciaramella Eric, « Washington Wants to Avoid a Repeat of Last Year's NATO Summit », *Carnegie*, 27 juin 2024 (<https://carnegieendowment.org/>).

(12) Document disponible sur le site officiel de l'Otan : <https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official>.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Au Cambodge, cette base militaire chinoise qui "n'existe pas" selon Pékin

Benjamin Laurent 18/07/2024, 19:51 Géopolitique

Selon les États-Unis, le développement de la puissance navale chinoise aurait poussé Pékin à développer une base militaire à Ream, au Cambodge. Mais les autorités de Pékin comme celles de Phnom Penh nient toute appropriation des lieux par l'empire du Milieu.

La Chine développerait depuis des années la base de Ream, au Cambodge, pour abriter ses propres navires. La Marine de l'Armée populaire de libération aurait même franchi un cap depuis décembre, en y stationnant deux de ses navires, affirme le New York Times.

Voilà pour la version américaine des faits. La Chine, appuyée par Phnom Penh, soutient pour sa part que cette base n'existe pas.

Officiellement, la Chine ne maintient qu'une seule base militaire à l'étranger, à Djibouti, pays de la Corne de l'Afrique où plusieurs autres puissances ont déployé des troupes. Pékin finance cependant depuis des années de vastes projets de développements d'infrastructures portuaires dans le monde entier, obtenant parfois même des concessions tel que le port de Hambantota, au Sri Lanka, loué pour 99 ans à l'entreprise étatique China Merchants Group.

La croissance effrénée de la marine chinoise et la puissance grandissante de Pékin pourraient cependant avoir poussé les autorités du pays à rechercher des infrastructures à usage militaire, en parallèle de ses projets civils.

Une base navale cachée au Cambodge

Diverses sources américaines affirment ainsi qu'une autre base navale chinoise à usage militaire serait en cours de développement depuis des années au Cambodge, malgré les dénégations de Pékin. En juillet 2019, le Wall Street Journal révélait l'existence d'un accord secret consulté par des officiels américains permettant à la Chine d'utiliser pour 30 ans la base de Ream, au Cambodge. La construction, attribuée à Pékin, d'infrastructures telles qu'un quai et une cale sèche dans cette base militaire donnant sur le golfe de Thaïlande dure maintenant depuis des dernières années, pointe le New York Times.

Fait étonnant : les nouvelles installations permettraient à des navires bien plus vastes que ceux possédés par le Cambodge d'accoster à Ream. Un "détail" qui pointe vers la possible utilisation du port comme une base chinoise à l'étranger dans le futur.

Et ce n'est pas tout : selon le média américain, deux corvettes chinoises mouillent dans le port à Ream depuis décembre, suite à un exercice militaire commun avec le Cambodge annoncé par le ministre de la défense du pays.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

De son côté, le Cambodge prétend que les forces chinoises servent simplement à moderniser l'armée de Phnom Penh. "*La base militaire de Ream est cambodgienne*", souligne ainsi auprès du NYT le commandant de la base Mey Dina. "*Il n'est pas juste d'affirmer que cette base est contrôlée par la Chine*".

Selon l'institut de recherche AidData, qui a publié en juillet 2023 une analyse de 123 projets portuaires financés par la Chine, Ream fait pourtant partie des 8 ports les plus probables où Pékin compte installer une place forte militaire. Les autres potentielles bases pourraient se situer à Hambantota, au vu de sa situation stratégique et des accords avec le gouvernement sri lankais, ou à Gwadar, au Pakistan, autre allié chinois financé en masse par Pékin. D'autres places plus éloignées pourraient accueillir des navires chinois. Bata, en Guinée équatoriale, Kribi au Cameroun, Nacala au Mozambique et Nouakchott en Mauritanie sont des cibles potentielles selon AidData, de même que Vanuatu dans le Pacifique.

Vers des installations militaires de Pékin ailleurs dans le monde

Entre ses bases — les États-Unis les localisent sur les îles Spratleys, à Ream et à Djibouti, sans parler des mouvements chinois repérés à Cuba — Pékin pourrait chercher à développer un réseau d'installations l'aidant à projeter sa puissance navale et protéger ses approvisionnements, tels que les hydrocarbures en provenance du Golfe.

Cet effort de construction s'inscrit dans un contexte de fortes tensions dans la Mer de Chine méridionale et le détroit de Taïwan.

Tandis que l'empire du Milieu maintient régulièrement des exercices militaires autour de l'île de Taïwan, les accrochages sont nombreux entre des navires chinois et philippins autour de plusieurs atolls et récifs revendiqués par les deux pays. Si le risque d'un affrontement généralisé reste encore faible, l'existence de bases navales en dehors de son territoire ainsi que ses îlots occupés en Mer de Chine méridionale serait très profitable à Pékin.

Une collaboration à prix d'or : La coopération militaro-technique russe avec la Chine, l'Iran et la Corée du Nord

La décision du président russe Vladimir Poutine de lancer une invasion à grande échelle de l'Ukraine a entraîné la Russie dans une longue guerre d'usure, exigeant de son industrie de défense qu'elle fabrique et envoie un flux ininterrompu de matériel sur le champ de bataille. Sanctionnée par l'Occident et incapable de parvenir à l'autosuffisance, la Russie s'est tournée vers les adversaires des États-Unis – principalement la Chine, l'Iran et la Corée du Nord – comme fournisseurs militaires alternatifs. Ces trois pays ont contribué à l'effort de guerre du Kremlin, quand bien même à des degrés divers et avec des objectifs géopolitiques bien différents. Cet article, qui s'appuie sur l'analyse présentée dans le récent rapport du CSIS intitulé « Back in Stock ? The State of Russia's Defense Industry after Two Years of the War », évalue l'importance de la collaboration militaro-technique de la



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Russie avec ces trois pays précités, et s'intéresse à l'impact que ces partenariats pourraient avoir sur la sécurité régionale dans le Sud global, où la position des États-Unis a été plus équivoque.

Avantages technico-militaires pour la Russie Depuis le début de l'invasion à grande échelle, le Kremlin a bénéficié directement de partenariats militaro-techniques accrus avec la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, ces pays atténuant les pressions exercées par les sanctions et la guerre sur l'industrie de la défense russe. Ensemble, ces trois pays ont fourni à la Russie des biens à double usage, des armes et des pièces d'armement dont elle avait grand besoin. Bien que ces produits soient généralement de moins bonne qualité que leurs équivalents occidentaux, ils ont néanmoins permis aux Forces armées russes (FAR) d'être relativement bien approvisionnées. Cela a permis à la Russie de maintenir l'intensité de ses attaques contre l'Ukraine et a contribué à ses succès sur le champ de bataille.

La Chine, le principal soutien de l'effort de guerre du Kremlin Pékin a sans doute été le principal soutien de l'effort de guerre du Kremlin. Jusqu'à présent, la Chine s'est abstenue de fournir ouvertement des armes, bien que le ministre britannique de la Défense ait récemment accusé ses dirigeants de « fournir ou de se préparer à fournir » une aide létale à la Russie dans le cadre de son effort de guerre. En revanche, il est communément admis que Pékin a fourni à la Russie des composants à double usage, tels que des semi-conducteurs, des roulements à billes et des machines-outils, par l'intermédiaire d'un réseau complexe de sociétés-écrans basées en Chine et à Hong Kong. En s'appuyant sur ses vastes stocks de vieux équipements soviétiques, ces livraisons chinoises ont aidé le complexe industriel de défense russe à accélérer la remise en état et la modernisation de nombreux véhicules et technologies de combat de l'ère soviétique, notamment l'artillerie, les chars d'assaut et les missiles. L'armée russe s'est également appuyée sur des drones commerciaux et des pièces de drones fabriqués par des entreprises chinoises, notamment DJI. Bien que DJI, le plus grand fabricant chinois de drones, ait déclaré qu'il cesserait ses activités en Russie et en Ukraine en raison de la guerre, les preuves existantes suggèrent que ses produits et les composants correspondants sont continuellement importés en Russie par le biais de différents intermédiaires.

Par exemple, au cours des six premiers mois de 2023, la Russie a reçu au moins 14,5 millions de dollars en livraisons directes de drones de la part de sociétés commerciales chinoises. Bien qu'ils soient commerciaux, ces drones, en particulier ceux de vol immersif dits « first person view » (FPV), peuvent transporter diverses munitions et causer des distractions et des dommages considérables sur le champ de bataille. La Russie a également augmenté ses importations de produits fabriqués en Chine qui ne sont généralement pas soumis à des restrictions dans le cadre du régime de sanctions internationales, tels que les camions et autres engins de terrassement, qui ont néanmoins de vastes applications sur le champ de bataille. Dans l'ensemble, Pékin a considérablement allégé la pression exercée par les sanctions sur la base industrielle et technologique de défense (BITD) russe grâce à des livraisons de composants à double usage et de technologies commerciales. Cette aide atteindra de nouveaux sommets si les allégations les plus récentes concernant les plans chinois d'envoi d'armes à la Russie s'avèrent exactes. À l'avenir, ce partenariat pourrait également s'étendre au secteur de la haute technologie militaire, le président Poutine suggérant la production conjointe sino-russe de puces électroniques haut de gamme et même de moyens spatiaux capables d'évoluer dans l'haute orbite terrestre.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

L'Iran, des missiles balistiques aux drones de combat Comme la Chine, Téhéran a également fourni à la Russie des systèmes autonomes, en particulier des drones de combat. Selon Kiev, depuis le début de l'invasion à grande échelle, Moscou a lancé au moins 4 600 drones d'attaque iraniens Shahed contre les grandes villes et les infrastructures militaires et énergétiques de l'Ukraine. L'Ukraine aurait abattu la majorité de ces drones, mais ces attaques continues ont épuisé les défenses aériennes de l'Ukraine. L'Iran a également collaboré avec la Russie à la construction d'une nouvelle usine dans la région russe du Tatarstan, qui pourrait fabriquer au moins 6 000 drones Shahed de conception iranienne d'ici 2025.

Outre les systèmes autonomes, Téhéran aurait envoyé à Moscou, depuis janvier 2024, environ 400 missiles balistiques Fateh-110, capables de frapper des cibles à une distance de 186 à 435 miles, et d'autres livraisons de missiles en provenance d'Iran seraient en cours. Selon les médias pro-Kremlin, Moscou et Téhéran auraient abandonné le système de paiement SWIFT pour les transactions transfrontalières d'ici à la fin de 2023. Ils souhaitent mettre en place un mécanisme de transfert interbancaire direct qui permettrait aux entreprises des deux pays d'effectuer des transactions en roubles et en rials plutôt qu'en dollars ou en euros. Une telle mesure pourrait encourager les ventes d'armes russo-iraniennes à plus grande échelle, ce qui contribuerait à soutenir l'effort de guerre de la Russie en Ukraine.

La Corée du Nord et les munitions d'artillerie La guerre a entraîné un renforcement de la coopération technico-militaire entre la Russie et la Corée du Nord. À la suite de la rencontre prévue en septembre 2023 entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et le président Poutine en Russie, Pyongyang a été accusé de vendre des armes à Moscou. Selon des experts sud-coréens de la défense, la Corée du Nord pourrait avoir envoyé jusqu'à 5 000 conteneurs d'armes à la Russie avant la fin du mois de décembre 2023, transportant potentiellement jusqu'à 2,3 millions d'obus de 152 millimètres ou 400 000 obus d'artillerie de 122 millimètres. Ces livraisons pourraient avoir permis à l'armée russe de s'approvisionner en munitions pendant des mois, tout en tirant environ 10 000 obus par jour et en causant des dommages supplémentaires aux Forces armées ukrainiennes (FAU), qui sont elles-mêmes à court de munitions.

Outre les systèmes d'artillerie, la Russie aurait déployé une cinquantaine de missiles balistiques nord-coréens en Ukraine, ce que la Maison Blanche a qualifié « d'escalade significative et préoccupante » et qui doit donner lieu à des sanctions supplémentaires à l'encontre des personnes impliquées dans ces contrats d'armement. Moscou continuera probablement à compter sur les munitions et les armes envoyées par Pyongyang, tant que la phase d'attrition actuelle de la guerre se poursuivra.

Avantages technico-militaires pour les pays partenaires Alors que la guerre en Ukraine entre dans sa troisième année, les trois pays présentés précédemment ont su tirer parti de l'évolution de des dynamiques politique, économique et militaro-sécuritaire de la Russie pour obtenir des avantages et des concessions de la part de Moscou. La Chine et le problème de la dépendance Dans le cas de la Chine, la dépendance militaire, sécuritaire et économique croissante de la Russie est flagrante. Pékin est devenu le principal partenaire commercial de Moscou, remplaçant les importations de l'UE perdues à cause des sanctions.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Les échanges bilatéraux entre Pékin et Moscou ont atteint le chiffre record de 240 milliards de dollars en 2023, soit une croissance de plus de 26 % par rapport à l'année précédente. Les expéditions chinoises vers la Russie, qui comprennent notamment les expéditions de biens et de technologies à double usage, ont bondi d'environ 47 % en 2023 par rapport à 2022 et de 64 % par rapport à 2021. Toutefois, alors que selon certaines estimations préliminaires, la part de la Chine dans le chiffre d'affaires commercial de la Russie dépasse 32 % (41 % pour les importations et 26 % pour les exportations), la part de la Russie dans le chiffre d'affaires commercial de la Chine est nettement plus faible (environ 5 % pour les importations et 3 % pour les exportations).

Ces chiffres révèlent une asymétrie croissante dans les relations économiques sino-russes, qui pourrait avoir des répercussions importantes sur la coopération en matière de défense et d'armée. Par exemple, la Chine dépend toujours des importations russes d'équipements et de technologies de défense avancés qui sont difficiles à rétro concevoir, en particulier en ce qui concerne l'aérospatiale. Jusqu'à 40 % de la flotte de l'armée de l'air chinoise (PLAAF) dépend des moteurs d'avions de chasse fabriqués en Russie. Si, historiquement, Moscou s'est montrée plus protectrice de sa technologie en matière de moteurs, elle a peut-être déjà fait, ou sera finalement contrainte de faire, davantage de concessions à Pékin, compte tenu du rôle de cette dernière dans la fourniture de lignes de vie économiques et de défense à la Russie. À l'avenir, le renforcement du partenariat sino-russe en matière de défense se traduira probablement par une asymétrie accrue, la Chine ayant accès au savoir-faire russe en matière de défense et de technologie de pointe que Moscou était réticent à partager dans le passé.

L'Iran et la coopération « sans précédent » À l'instar de la Chine, l'Iran tire parti des complications de l'industrie de défense russe dues à la guerre et aux sanctions. En échange de drones et de missiles de combat de fabrication iranienne, Téhéran aurait obtenu une coopération sans précédent avec Moscou en matière de défense, notamment des hélicoptères d'attaque, des systèmes radar et des avions de combat de fabrication russe, ce qui pourrait renforcer considérablement l'armée de l'air iranienne, actuellement affaiblie.

En outre, comme les drones Shahed de fabrication iranienne sont constamment testés sur le champ de bataille en Ukraine, l'Iran a toujours la possibilité d'observer, d'améliorer et de promouvoir la technologie auprès d'autres acheteurs potentiels dans le monde entier. Selon Hanna Notte, « il ne s'agit plus d'une dynamique patron-client, où la Russie détient toute l'influence », car l'Iran définit également des exigences spécifiques et bénéficie de transferts militaires.

La Corée du Nord, des tests aux transferts de systèmes d'armes

Tout comme Téhéran, Pyongyang considère également ses transferts d'armes vers Moscou comme une occasion de tester son équipement au combat. Elle attend également de la Russie qu'elle lui fournisse des systèmes d'armes avancés et un savoir-faire technologique afin de renforcer de manière significative ses programmes de défense, nucléaire et spatial. Par exemple, certains analystes que la Corée du Nord tire des enseignements de l'utilisation présumée par la Russie de missiles nord-coréens, afin de poursuivre le développement de sa technologie des missiles. À l'avenir, ces armes qualifiées pour le combat pourraient ouvrir de nouveaux marchés à Pyongyang.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Fait important, même si les missiles nord-coréens ne représentent qu'une part marginale des stocks de missiles russes, leur utilisation présumée va à l'encontre du consensus établi entre les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) – y compris la Russie – pour empêcher Pyongyang d'étendre ses programmes nucléaires et de missiles balistiques.

En outre, Poutine a également promis d'aider la Corée du Nord à développer son programme de satellites spatiaux. En novembre 2023, deux mois après la rencontre des deux dirigeants en Russie, la Corée du Nord a lancé avec succès son propre satellite de reconnaissance militaire, ce que de nombreux analystes occidentaux ont attribué à l'expertise et à l'assistance russes. Si Pyongyang devait développer des capacités satellitaires militaires à part entière avec l'aide de Moscou, le pays serait en mesure d'accéder à des données essentielles concernant les activités militaires des États-Unis et de la Corée du Sud dans la péninsule coréenne, ce qui risquerait d'exacerber encore les tensions dans la région.

L'impact sur le Sud global

Comme le montre cet article, les partenariats technico-militaires que la Russie a construits et développés avec la Chine, l'Iran et la Corée du Nord sont mutuellement bénéfiques et peuvent remettre en cause les intérêts des États-Unis dans leur voisinage respectif.

Le Moyen-Orient est la région la plus évidente où la Russie pourrait jouer un rôle plus important dans la remise en cause de la position de Washington. L'augmentation des transferts d'armes russo-iraniens pourrait profiter à des groupes militants tels que le Hamas et le Hezbollah, qui sont généralement considérés comme des mandataires de l'Iran dans la confrontation entre Téhéran et Israël ; ils pourraient également renforcer les défenses iraniennes contre toute frappe aérienne israélienne future. Certains experts estiment que si la guerre en Ukraine se fige, les chances de voir la Russie s'impliquer davantage au Moyen-Orient augmenteront. La Russie pourrait envoyer des armes et un grand nombre de troupes ayant l'expérience du champ de bataille au Moyen-Orient, qui seraient ainsi accueillies par des groupes soutenus par l'Iran désireux de trouver des partenaires dans leur lutte contre le « néocolonialisme américain ».

De même, l'expansion des liens de défense entre la Russie et la Corée du Nord menace de déstabiliser la péninsule coréenne, Pyongyang devenant de plus en plus hostile à Séoul. Par exemple, en janvier 2024, la Corée du Nord a tiré des centaines d'obus d'artillerie en mer près de sa frontière contestée avec la Corée du Sud et a effectué son premier essai de missile balistique de portée intermédiaire (IRBM) de l'année, annonçant qu'elle ne considérait plus la Corée du Sud comme un « partenaire de la réconciliation et de la réunification ». Si Moscou continue d'aider Pyongyang à renforcer sa défense et ses capacités militaires, la sécurité de Séoul ainsi que les activités et les intérêts des États-Unis dans la péninsule seront encore plus menacés.

Dans le cas d'un renforcement des relations sino-russes en matière de défense militaire, le savoir-faire technologique de Moscou, les leçons qu'elle a tirées de son contournement des sanctions et ses tactiques éprouvées sur le champ de bataille pourraient s'avérer bénéfiques pour la Chine et influencer sur le calcul militaire de cette dernière en ce qui concerne Taïwan.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Ailleurs dans le monde, y compris avec des puissances moyennes comme l'Inde et des pays d'Afrique et d'Amérique latine, la coopération croissante en matière de défense entre Moscou et Pékin pourrait conduire à la prolifération de systèmes d'armes et de technologies russes relativement bon marché, fabriqués à partir de composants et de pièces détachées chinois. De telles ventes d'armes pourraient renforcer l'influence de la Russie et de la Chine dans les régions en proie à des conflits, ce qui mettrait à rude épreuve les relations des États-Unis avec leurs partenaires actuels.

En bref, les relations florissantes de la Russie avec ses homologues autoritaires ont atténué l'isolement diplomatique de Moscou et poussé cette dernière sur la voie d'une longue dépendance. À l'avenir, ce nouveau statu quo pourrait rendre plus acceptable pour d'autres pays, en particulier ceux du Sud, de faire affaire avec la Russie. Ainsi, si la guerre en Ukraine disparaît de l'actualité mondiale après les élections présidentielles américaines de 2024, la BITD russe, qui a fait ses preuves en temps de guerre, et sa volonté croissante de partager sa technologie militaire en feront un partenaire attrayant pour de nombreux pays du Sud. La Russie s'efforcera ainsi de sortir de son isolement diplomatique dans cette partie du monde et y parviendra probablement.

lerubicon.org

Les États-Unis et la guerre : d'accord... mais pas trop !

mer. 28 août à 11:45

Après plus de vingt ans d'engagement dans des guerres dont les coûts humains et financiers continuent de peser sur l'économie et la politique du pays, les États-Unis cherchent par tous les moyens à éviter des guerres perçues comme non nécessaires. Car, en plus d'une possible absence de soutien de la part de la population américaine ou du Congrès, celles-ci auraient en effet comme conséquence d'affaiblir Washington face à Pékin.

Les priorités des États-Unis sont aujourd'hui systémiques plutôt que régionales. La principale compétition se déroule entre les États-Unis, la République populaire de Chine (RPC) et la Russie. Toutefois, comme l'indique la stratégie de sécurité nationale 2022 publiée par la Maison-Blanche, « la Russie et la RPC posent des défis différents. La Russie représente une menace immédiate pour le système international libre et ouvert, en bafouant de manière irresponsable les lois fondamentales de l'ordre international actuel, comme l'a montré sa guerre d'agression brutale contre l'Ukraine. La RPC, en revanche, est le seul concurrent qui a à la fois l'intention de remodeler l'ordre international et, de plus en plus, la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique nécessaire pour atteindre cet objectif » (1). Face aux menaces chinoises et russes, mais également face à l'islamisme radical, aux tensions au Proche-Orient, à l'Iran ou à la Corée du Nord, l'objectif prioritaire des États-Unis est d'éviter que ses forces armées ne soient trop dispersées sur différents théâtres d'opérations. Au contraire, la stratégie de ses adversaires (parfois coordonnée) est de veiller à ce que l'armée américaine soit obligée d'être présente partout. Dans une telle situation, la stratégie américaine sous l'administration Biden s'appuie sur six éléments principaux que nous développons ci-dessous : le renforcement des alliances et partenariats militaires, tout en promouvant le multipartage ; la priorisation de l'Indo-Pacifique comme théâtre d'opérations majeur ; le positionnement de l'Europe en première ligne face à la Russie ; l'approche du cas par cas et du « by-with-through » [par-avec-à travers] dans les autres régions ; le développement d'une armée



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

américaine « win-hold-win » [gagner-tenir-gagner] ; et une prise en compte des limites des réalités de la politique intérieure.

Renforcer les alliances et les partenaires

Focalisant leur attention et leurs ressources sur les guerres de haute intensité avec la Chine ou la Russie, les États-Unis veulent éviter les boots on the ground [« poser les bottes sur le sol »] dans les régions considérées comme secondaires pour le maintien du leadership américain et de l'ordre mondial. Néanmoins, l'administration Biden a pris conscience que cet objectif ne pourra être atteint qu'en rétablissant la confiance avec les alliés et partenaires, confiance qui a été endommagée par son prédécesseur. Dès lors, l'objectif prioritaire de Washington est de (re)façonner et de (re)construire la confiance des partenaires et des alliés, ce qui est confirmé dans la stratégie de sécurité nationale de 2022, qui explicite l'objectif de « construire la coalition de nations la plus forte possible pour renforcer notre influence collective afin de façonner l'environnement stratégique mondial et de résoudre les défis communs ». En raison de son déclin relatif et de « l'axe Russie-Chine-Iran-Corée du Nord », Washington a besoin de s'appuyer sur ses alliés et partenaires. Ce même document indique également qu'« une OTAN forte et unifiée, nos alliances dans l'Indo-Pacifique et nos partenariats de sécurité traditionnels ailleurs ne se limitent pas à dissuader les agressions ; ils fournissent une plate-forme pour une coopération mutuellement bénéfique qui renforce l'ordre international ». Pour compenser son déclin relatif, Washington a ainsi besoin à la fois d'un plus grand nombre d'alliés et de partenaires (aspect quantitatif), mais également de se reposer de plus en plus sur eux (aspect qualitatif). Malgré leur imperfection, les alliances et partenariats restent des multiplicateurs de puissance. En effet, comme l'a dit Winston Churchill, « la seule chose plus difficile que de se battre avec des alliés, c'est de se battre sans eux ». Derrière cette logique de renforcement des partenariats et alliances, et donc de constitution d'un multiplicateur de force, se trouve la volonté de veiller à ce que ces derniers prennent plus de responsabilités en matière de sécurité. Il s'agit avant tout pour Washington de veiller à ce qu'ils rentrent dans ce que nous appelons le multisharing : partager les risques, les coûts, les charges et les tâches. Ce faisant, les États-Unis privilégient la doctrine Guam, développée sous Nixon et celle du leading from behind [« diriger de l'arrière »] de l'administration Obama.

Prioriser l'Indo-Pacifique

Pour les États-Unis, seule la Chine serait capable de remettre en question l'ordre libéral. Selon le secrétaire d'État Blinken, « la Chine est le seul pays qui possède la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique nécessaire pour remettre sérieusement en question le système international stable et ouvert, l'ensemble des règles, des valeurs et des relations qui permettent au monde de fonctionner comme nous le souhaitons, parce qu'il sert en fin de compte les intérêts et reflète les valeurs du peuple américain » (2).

Face à l'émergence de la Chine et la possibilité d'un affrontement direct ou indirect entre les deux pays (entre autres autour de la question de Taïwan ou des Philippines), les États-Unis souhaitent intégrer davantage leurs alliés et partenaires de la région dans leur posture de dissuasion, comme le confirme la stratégie indo-pacifique publiée en 2022 (3). Sans que la liste ne soit exhaustive, nous pouvons citer les exemples suivants comme illustration de cette politique :



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

- renforcement des relations avec les Philippines en mai 2023 grâce à de nouvelles lignes directrices bilatérales en matière de défense, qui étendent le traité de défense mutuelle à la mer de Chine méridionale ;
- accord de sécurité avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2023, qui permettra à terme de renforcer la présence militaire américaine dans le pays ;
- sommet de Camp David entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud en août 2023, lors duquel les trois pays conviennent d'une plus grande coopération en matière de défense antimissile balistique et s'engagent à organiser des exercices trilatéraux annuels multi-domaines, à activer un mécanisme de partage de données pour échanger des données d'alerte aux missiles en temps réel qui amélioreront la détection et l'évaluation mutuelles des tirs de missiles de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ;
- conclusion d'un partenariat de sécurité trilatéral composé de deux piliers (AUKUS) le 15 septembre 2021 entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis—le premier pilier concerne les sous-marins à propulsion nucléaire, le second étant la coopération en matière de technologies de rupture ;
- alliance redéfinie et approfondie avec la Corée du Sud dans le cadre d'une « alliance stratégique globale et complète » ;
- revigoration du dialogue du Quad, qui réunit les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde ;

D'autres initiatives commencent également à voir le jour, par exemple dans l'océan Indien avec l'I2U2 (Inde, Israël, Émirats arabes unis, États-Unis), ou encore l'initiative naissante entre l'Inde, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et les États-Unis. La stratégie indo-pacifique souligne en outre la volonté d'encourager les « alliés et partenaires à renforcer leurs liens les uns avec les autres [...] Nous soutiendrons et habiliterons nos alliés et partenaires à assumer eux-mêmes des rôles de leadership régional » (4).

La Russie : à l'Union européenne de prendre ses responsabilités

Pour Washington, l'alliance de l'OTAN reste le pilier principal de la sécurité transatlantique. Celle-ci s'est vue élargie à 32 pays avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande. Si la guerre en Ukraine a freiné la politique de pivot vers l'Indo-Pacifique, les États-Unis étant obligés de maintenir et même de renforcer temporairement leurs forces présentes sur le continent européen (principalement aériennes et navales), Washington attend de l'Union européenne un meilleur partage du fardeau et une plus grande prise de ses responsabilités, non seulement face à la Russie mais également sur son flanc sud. Washington veut également éviter tout « free-riding » [resquillage] de la part de ses alliés et attend des pays européens un plus grand investissement dans leur défense, et ce, depuis une quinzaine d'années (le très médiatisé seuil de 2 % du PIB).



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Ailleurs, le cas par cas est de rigueur

En raison de la prévalence des défis russe et chinois, les États-Unis évaluent de manière continue le recours à la force dans d'autres parties du monde. Deux exemples récents permettent d'illustrer notre propos : la riposte iranienne envers Israël et l'activité des Houthis par rapport au trafic maritime en mer Rouge. Dans les deux cas, les États-Unis ont réagi de manière à ne pas entrer dans une surenchère qui entrainerait une guerre régionale au Moyen-Orient, ce qui supposerait très probablement l'envoi de troupes sur le terrain (les boots on the ground). Vis-à-vis des Houthis, l'armée américaine s'est limitée à cibler les positions menaçantes par rapport au trafic maritime. À aucun moment il ne s'est agi d'éradiquer le mouvement houthi ou d'envahir le Yémen. En ce qui concerne la riposte iranienne, les États-Unis avec leurs partenaires et alliés (France, Grande-Bretagne, Jordanie, Arabie saoudite entre autres) ont veillé à intercepter les missiles et drones iraniens afin d'éviter qu'ils n'atteignent le territoire israélien. Si, certes, il s'agissait de défendre Israël, l'objectif était également de veiller à éviter une guerre entre les deux pays, ce qui pourrait entrainer les États-Unis dans le conflit, en évitant une contre-riposte israélienne. Ces deux cas montrent la volonté des États-Unis de réduire leur empreinte militaire. En outre, ils privilégient une approche dite « by, with, and through » [par, avec et à travers] : « Les opérations sont menées par nos partenaires, étatiques ou non, avec le soutien des États-Unis ou de coalitions dirigées par les États-Unis, et par l'intermédiaire des autorités américaines et des accords conclus avec les partenaires. (5) »

« Win-hold-win »

L'armée américaine a été conçue et équipée depuis la fin de la guerre froide pour combattre et vaincre dans deux guerres régionales de manière simultanée (par exemple Corée du Nord et Iran). Elle n'est toutefois pas apte à combattre et encore moins à vaincre simultanément deux puissances majeures telles que la Russie et la Chine. Ainsi que le note une étude du Congressional Research Service du 28 février 2024, l'armée américaine est « actuellement dimensionnée pour pouvoir mener moins de deux conflits majeurs simultanés ou se chevauchant » (6). Ainsi, le Pentagone est davantage dans une logique du win-hold-win [gagner, tenir, gagner] (7). Ceci est d'ailleurs confirmé de manière implicite dans la National Defense Strategy de 2022 : dissuader l'agression, tout en étant prêt à l'emporter dans un conflit si nécessaire, en donnant la priorité au défi posé par la RPC dans l'Indo-Pacifique, puis à celui de la Russie en Europe (8).

En 2024, le budget officiel de la défense américaine se situe autour de 886 milliards de dollars (+/- 3,5 % du PIB). Pour combattre deux puissances majeures de manière simultanée, les dépenses militaires devraient atteindre 5 à 6 % du PIB, ce qui équivaldrait, selon Iskander Rehman, à 2 000 milliards de dollars (9). Au vu de la dette et des défis économiques et sociaux, il est peu probable qu'un tel chiffre soit voté par le Congrès à court ou moyen terme. Première puissance économique mondiale, les États-Unis se sont en outre largement désindustrialisés depuis la fin de la guerre froide. Se pose donc la question de savoir s'ils seront techniquement capables de construire suffisamment de moyens militaires dans les délais impartis par leur politique de défense. L'armée pourrait également être confrontée à un problème de recrutement, puisque environ 70 % des jeunes sont inéligibles à l'armée. Les raisons sont multiples : santé, condition physique, éducation, mais aussi harcèlement sexuel ou encore racisme.

Bien que la Global Posture Review de 2021 soit un document classé secret, les fuites dans les médias et les déclarations officielles confirment la priorité du Pentagone pour la région indo-pacifique et la volonté d'avoir « un meilleur accès régional pour les activités de partenariat militaire,



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

l'amélioration des infrastructures à Guam et en Australie et la priorité donnée à la construction militaire dans les îles du Pacifique », « de nouveaux déploiements d'avions américains en rotation et une coopération logistique en Australie », et « le stationnement d'un escadron d'hélicoptères d'attaque à rotation et d'un quartier général de division d'artillerie en République de Corée » (10). Le document confirme également la volonté de repositionner des forces présentes au Moyen-Orient, en particulier des forces navales, en Indo-Pacifique. Enfin, la réforme Force Design 2030 au sein de l'U.S. Marine Corps, dont l'objectif premier est de réorganiser le service en fonction de la menace chinoise, illustre également cette logique du win-hold-win.

Prise en compte des limites de la politique intérieure

Bien que les États-Unis ne soient pas entrés dans une phase isolationniste, les différentes administrations démocrates et républicaines depuis l'ère Obama ne sont pas prêtes à envoyer de forces militaires si l'intérêt national au sens strict (high politics) n'est pas en jeu, étant donné les échecs en Afghanistan et en Irak. De plus, à la fois l'opinion publique et le Congrès américain, aussi bien du côté démocrate que du côté républicain, montrent une fatigue de l'interventionnisme. Au-delà de cette fatigue, la polarisation de la société américaine rend toute stratégie cohérente difficile à définir et à mettre en œuvre. Si l'aide de plus de 60 milliards de dollars à l'Ukraine a été bloquée pendant plusieurs mois par la majorité républicaine à la Chambre, l'aide militaire à Israël est quant à elle fortement critiquée au sein du Parti démocrate. L'identification de la Chine comme menace bénéficie en revanche d'un large consensus au Congrès.

Éviter un conflit non voulu

Pour les États-Unis, contrer la menace chinoise est la priorité. Mais l'administration Biden réalise que d'autres théâtres d'opérations sont probables et que les États-Unis ne peuvent pas vaincre seuls dans des guerres de haute intensité sur plusieurs théâtres d'opérations à la fois. C'est la raison pour laquelle l'administration Biden a veillé à renforcer ses alliances et partenariats non seulement en Indo-Pacifique, mais également au Moyen-Orient et en Europe, tout en veillant à promouvoir le multipartage et à avoir une diplomatie (pro)active pour diminuer les tensions et éloigner les crises qui obligeraient les États-Unis à engager des forces dans un conflit non voulu.

Notes

(1) *The White House, National Security Strategy, octobre 2022, p. 8* (<https://digital.areion24.news/d5j>).

(2) *Antony Blinken, « A Foreign Policy for the American People », Département d'État, 3 mars 2021* (<https://digital.areion24.news/rpo>).

(3) *The White House, The Indo-Pacific Strategy of the United States, février 2022, p. 7* (<https://digital.areion24.news/5dg>).

(4) *Ibid., p. 5.*

(5) *Joseph L. Votel, Eero R. Keravuori, « The By-With-Through Operational Approach », JFQ 89, 2nd Quarter [deuxième trimestre] 2018, p. 40* (<https://digital.areion24.news/yth>).



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

(6) Congressional Research Service, « Great Power Competition : Implications for Defense – Issues for Congress », 28 février 2024 (<https://sgp.fas.org/crs/natsec/R43838.pdf>).

(7) Il s'agit de vaincre sur un théâtre tout en se contentant de tenir la ligne sur un second théâtre.

(8) U.S. Department of Defense, « Fact Sheet : 2022 National Defense Strategy », 2022 (<https://digital.areion24.news/8iq>).

(9) Ken Moriyasu, « U.S. faces 4 threats but only equipped for 1 war, experts say », Nikkei Asia, 23 février 2024 (<https://digital.areion24.news/rhh>).

(10) Jim Garamone, « Biden Approves Global Posture Review Recommendations », DOD News, 29 novembre 2021 (<https://digital.areion24.news/w5w>).
[areion24.news](https://digital.areion24.news)

Le changement stratégique de la France mérite d'être salué

À la suite des discussions du début d'année 2024 sur l'éventualité d'un déploiement de troupes de l'OTAN en Ukraine, le président français Emmanuel Macron a été qualifié de « faucon » dans certaines capitales européennes. Cependant, ses déclarations ne représentent que la pointe de l'iceberg des changements profonds et significatifs survenus dans la pensée stratégique française au cours des deux dernières années et demi.

Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, la France était théoriquement bien placée pour mener la réponse européenne. En tant qu'État membre de l'Union européenne (UE) disposant des capacités militaires les plus importantes et en tant que moteur historique de l'intégration européenne en matière de sécurité et de défense, la France bénéficie également d'un président plaidant depuis son entrée en fonction en faveur de l'autonomie stratégique européenne auprès des autres États membres. Cependant, en raison d'une fausse évaluation de la menace russe par Paris, et parce que Macron plaidait encore en faveur de la construction d'un ordre de sécurité européen « avec la Russie » au début de 2022, la France n'a pas pu adopter une position de leadership crédible. Par conséquent, c'est le Royaume-Uni qui a joué le rôle de premier plan dans la réponse européenne.

Plus de deux ans après le début de la guerre, la rhétorique de Paris a subi des changements significatifs – et il existe de solides raisons de penser que ces changements sont durables. Contrairement au discours du chancelier allemand Olaf Scholz sur la « Zeitenwende », il est difficile de repérer un moment précis en France où cette transformation stratégique s'est opérée. Néanmoins, de nombreux paradigmes de la politique étrangère ont fondamentalement changé à Paris, suggérant qu'un retour à la pensée de 2020 semble improbable, quel que soit le déroulement des événements sur le champ de bataille. Le deuxième discours de Macron à la Sorbonne à la mi-avril l'a encore confirmé, tout comme sa récente entrevue avec The Economist : dans cette interview,



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

le Président a clairement souligné sa perception de la Russie comme une menace existentielle, ainsi que la nécessité pour les Européens – au-delà de l'UE – de renforcer la dissuasion.

Ce changement dans la pensée stratégique française crée une fenêtre d'opportunité pour une refonte de l'ordre de sécurité européen, que les dirigeants à Paris et dans les capitales européennes devraient saisir. Pour la France, cela implique de continuer à élaborer des politiques qui s'appuient sur cette nouvelle rhétorique. Pour les acteurs qui travaillent avec la France ou sur la politique française dans d'autres États européens, cela signifie reconnaître le mérite de Paris là où il est dû et s'engager de manière constructive. Si les partenaires européens de la France s'accrochent à de vieilles hypothèses sur la nature auto-centrée de la politique étrangère française, ils risquent de manquer une opportunité cruciale de renforcer la sécurité du continent.

Rattrapage après un échec stratégique

La réaction initiale de la France à la guerre a été marquée par une erreur de jugement manifeste au sujet de la Russie et une réticence correspondante à ajuster sa politique étrangère. Les États d'Europe de l'Est avaient depuis longtemps mis en garde contre la menace russe. Ils ont vivement critiqué la nouvelle stratégie d'engagement de Macron avec la Russie en 2019 et son dialogue bilatéral avec le président russe Vladimir Poutine. Macron avait surestimé l'influence de la France en tant que « puissance d'équilibre » capable d'influencer la Russie, tout en percevant à tort Poutine comme un interlocuteur rationnel et prévisible. Après le début de la guerre, l'avertissement de Macron de « ne pas humilier la Russie » a encore sapé la crédibilité restante de la France.

Aujourd'hui, les discours émanant de l'Élysée ont considérablement évolué. Macron qualifie désormais la Russie de menace pour l'ordre de sécurité européen, voire pour le projet européen dans son ensemble. La France a mis en place un fonds spécial de 200 millions d'euros permettant à l'Ukraine d'acheter directement des armes auprès de l'industrie de défense française, une initiative qui a été renouvelée avec 200 millions supplémentaires l'année dernière. En février, Paris et Kyiv ont signé un accord bilatéral de sécurité, prévoyant un soutien militaire pouvant aller jusqu'à trois milliards d'euros. De plus, l'industrie de défense française s'engage à fournir davantage d'armes critiques dans les mois à venir. Le ministre français des Armées de l'époque, Sébastien Lecornu, avait annoncé une augmentation significative de la production de canons César, passant de deux par mois avant le début de l'invasion à douze par mois, ainsi que celle des missiles MILAN, qui passeront de 10 à près de 40 par mois. Enfin, l'engagement militaire accru de la France sur le flanc est de l'OTAN témoigne de la sincérité du discours de Macron à Bratislava en 2023, dans lequel il reconnaissait que la France n'avait pas suffisamment pris en compte les préoccupations de l'Europe de l'Est. Comme un signe tangible de l'engagement de la France envers l'Alliance, le porte-avions français Charles de Gaulle a été déployé en Méditerranée sous le commandement opérationnel de l'OTAN pour la première fois le 22 avril dernier.

Toutefois, certaines critiques persistent. Le ministère des Armées a récemment dévoilé les détails du soutien militaire français, démontrant que Paris a fourni des systèmes sophistiqués et des armes lourdes à l'Ukraine. Toutefois, l'ampleur de la contribution de la France reste relativement modeste par rapport à la taille de l'économie française et aux contributions d'autres États européens. Pour répondre à ces critiques, Paris devra concrétiser, et surtout renforcer, davantage son engagement.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

De l'opportunisme à la conviction

De manière plus générale, les critiques ont débattu de la motivation réelle derrière la nouvelle politique de la France, se demandant si elle est simplement dictée par un opportunisme politique. La France a souvent été accusée de promouvoir ses propres intérêts au sein de l'UE, les présentant comme des intérêts communs, même lorsque ceux-ci allaient à l'encontre des intérêts européens. Cette stratégie n'est pas unique parmi les gouvernements européens – les États rejoignent souvent des organisations internationales pour maximiser leurs avantages. Cependant, la France s'est avérée particulièrement habile dans l'emploi de cette stratégie et, par conséquent, a tendance à susciter davantage de critiques. En effet, lorsque la France s'est tournée vers le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE, certains ont suggéré qu'elle cherchait simplement à « prendre les devants » pour en récolter les mérites.

Cependant, il y a des raisons légitimes de penser que ce qui aurait pu initialement ressembler à de l'opportunisme s'est progressivement transformé en une conviction politique profonde. Depuis son entrée en fonction, l'une des priorités centrales de Macron a été la recherche de « l'autonomie stratégique européenne ». Il s'agit de définir la stratégie européenne en fonction des intérêts européens et de doter l'Europe des moyens nécessaires pour agir de manière indépendante dans la défense de sa sécurité et de sa souveraineté. À cet égard, Paris estime désormais que la réalisation de cet objectif passe par la construction d'un ordre de sécurité européen sans la Russie, voire plus précisément contre elle. Ainsi, la France a lancé la Communauté politique européenne à l'automne 2022 et a apporté son soutien à l'élargissement de l'OTAN et de l'UE. Ces ajustements reflètent une nouvelle évaluation de la menace posée par la Russie et de la nature du régime en place, ainsi que des propositions politiques qui tiennent compte des préoccupations des pays du flanc est. De plus, Macron a développé des relations solides avec le nouveau Premier ministre polonais, Donald Tusk, et le président tchèque, Petr Pavel, afin de faciliter la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale.

Plus important encore, ces changements stratégiques influencent également la politique étrangère française dans d'autres régions du monde. L'inquiétude croissante face à l'émergence de blocs et à la compétition stratégique s'est d'ores et déjà reflétée dans les stratégies françaises depuis le milieu des années 2010. Toutefois, ce prisme a pris une importance accrue depuis le début de la guerre en Ukraine.

Un exemple de cette évolution est l'évaluation de plus en plus réaliste par la France de son rôle dans l'Indo-Pacifique. La France se distingue parmi les États européens à ce sujet, car plus de 90% de sa zone économique exclusive se trouvent dans cette région, et plus de 1,6 million de citoyens français vivent dans les territoires français d'outre-mer. La France y maintient également plusieurs déploiements militaires permanents. Cependant, la stratégie proactive de la France dans l'Indo-Pacifique, associée à des déploiements navals de haut niveau et à la rhétorique ambivalente de Macron sur la France comme « puissance d'équilibre » dans la région, a suscité des accusations selon lesquelles Paris faisait preuve d'ambition démesurée. Certains ont perçu la France comme cherchant à se positionner, pour elle-même ou pour l'UE, comme un « troisième pôle » aux côtés de la Chine et des États-Unis dans la région.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Cependant, la France a récemment atténué sa rhétorique, reflétant une prise de conscience que seule une coopération sur les défis régionaux lui permettra de construire des partenariats significatifs dans la région. Cette nouvelle approche reflète une déclaration du ministre indien des Affaires étrangères, S. Jaishankar, qui a rappelé aux Européens que « l'Europe doit cesser de penser que les problèmes de l'Europe sont les problèmes du monde, mais que les problèmes du monde ne sont pas les problèmes de l'Europe ».

En outre, Paris a appris à ses dépens que la guerre de la Russie en Ukraine n'est que la partie visible de l'iceberg de l'influence russe, en particulier lorsque la présence croissante du Groupe Wagner a contraint la France à retirer ses forces du Mali. Malgré le cliché d'une France toujours prête à intervenir de manière néo-impérialiste en Afrique, la réalité est que Paris a peu d'intérêt à répéter une intervention comme celle au Mali, qui a entraîné des coûts politiques, financiers et humains élevés. Les décideurs français ont commencé à considérer « l'hyper-sécurisation » de leur politique en Afrique comme contre-productive. En conséquence, la réflexion de la France sur la gestion des crises implique de plus en plus de nouveaux outils multilatéraux comme la Capacité de Déploiement Rapide ou l'activation de l'Article 44 du Traité de l'Union européenne. De plus, la France a commencé à ajuster sa stratégie en Afrique pour se concentrer davantage sur la gouvernance mondiale, comme en témoigne le One Forest Summit, et sur les menaces hybrides comme la désinformation. Le retrait du Sahel a permis de libérer des troupes et des ressources pour renforcer le flanc est de l'OTAN, créant ainsi une marge de manœuvre stratégique supplémentaire pour que la France se concentre davantage sur l'Europe.

Apte à diriger, inapte à diriger seule

Ce changement dans sa grande stratégie fait-il de la France le leader naturel parmi les États membres de l'UE en matière de sécurité et de défense ? La réponse est mitigée. D'une part, étant donné la position prééminente de la France et de l'engagement de Macron en faveur de l'autonomie européenne, il est presque impossible d'imaginer un futur ordre de sécurité européen sans que Paris joue un rôle central. D'autre part, les défis intérieurs et les dynamiques changeantes entre les États européens rendent tout aussi irréaliste l'idée que la France puisse assumer ce rôle seule.

Sur le plan institutionnel, le président français bénéficie d'un haut niveau d'autonomie et de pouvoir décisionnel, permettant à la France d'adapter rapidement sa politique étrangère. Le solide service diplomatique de la France place le pays dans une position privilégiée pour agir en tant que puissance qui rassemble, organisant des réunions en Europe et des conférences dans le monde entier. Grâce à ses capacités militaires, son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et de son statut de seule puissance nucléaire de l'UE, la France reste au cœur de l'avenir de la défense européenne. En particulier, avec la possibilité réelle d'un deuxième mandat présidentiel de Donald Trump, même les décideurs européens les plus sceptiques reconnaissent que l'autonomie stratégique européenne n'est ni une fin en soi ni un moyen d'imposer les priorités françaises, mais une étape nécessaire pour permettre à l'Europe de se défendre dans un scénario catastrophe où elle serait abandonnée par les États-Unis.

Cependant, jouer un rôle de premier plan ne signifie pas diriger seul. Les dernières années ont montré que la défense européenne peut également être conçue à Tallin et que la Commission européenne elle-même joue un rôle essentiel en déployant des outils existants comme le Fonds européen pour la paix. Avec la réélection d'Ursula von der Leyen en tant que présidente de la



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

Commission européenne, et la nomination de l'ancienne première-ministre estonienne Kaja Kallas en tant que haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, il est fort probable que la Commission européenne portera d'initiatives similaires dans l'avenir. Au niveau intergouvernemental, la coopération avec le gouvernement pro-européen de la Pologne a ouvert une fenêtre d'opportunité pour un rééquilibrage géographique dans l'élaboration des politiques en Europe. En ce qui concerne notamment le soutien européen à l'Ukraine, Paris trouvera facilement des partenaires prêts à co-diriger. La réflexion de la France sur l'autonomie stratégique européenne dépasse le cadre de l'UE, et elle trouvera un partenaire naturel au Royaume-Uni, qui est également une puissance nucléaire membre du Conseil de sécurité – d'autant plus avec le gouvernement Labour, qui cherche à activement renforcer les liens avec les partenaires européens. Rechercher des synergies et co-diriger des initiatives, notamment pour gérer le risque de désengagement des États-Unis, ajouterait une plus grande légitimité aux efforts français et générerait finalement de meilleurs résultats.

En outre, la capacité de la France à diriger dépend largement du discours émanant de l'Élysée – c'est-à-dire des déclarations officielles de Macron. Ses remarques sur les troupes européennes en Ukraine montrent une fois de plus que le président doit peser plus attentivement ses paroles. Si l'ambiguïté stratégique peut être précieuse pour l'Ukraine, faire de telles déclarations en public a tendance à susciter plus de buzz et de confusion qu'un débat fructueux. La « méthode Macron » pourrait réussir à contraindre d'autres dirigeants européens à s'engager dans une réflexion constructive. Mais le plus souvent, elle entraîne une confusion sur les motivations et les intentions de la France. Certaines discussions gagneraient à se dérouler à huis clos.

Néanmoins, la politique intérieure pèse lourdement sur Macron et déterminera si la France est à la hauteur de ses ambitions. Après les élections législatives, mener une politique étrangère tout en trouvant des compromis pour gouverner la France est un exercice d'équilibrisme délicat. La France prévoit un déficit budgétaire de 5% pour l'année à venir et doit encore identifier des coupes budgétaires totalisant jusqu'à dix milliards d'euros, et qui que soit le ou la prochaine Premier ministre, il semble fort probable que le prochain gouvernement priorisera les politiques sociales. Bien que le soutien des Français à l'Ukraine reste élevé, cela ne signifie pas qu'ils accepteraient sans réserve les réductions des dépenses publiques qu'un tel soutien pourrait entraîner. Quel que soit le résultat des négociations budgétaires, la situation de politique intérieure a clairement remis en question de la capacité de la France d'assurer un leadership dans la défense européenne sur le moyen et long terme, surtout en vue de la probabilité d'un scénario Le Pen en 2027. Macron devra alors prouver aux partenaires européens que l'instabilité en France ne limitera pas sa volonté et capacité d'être force de proposition et de mise en œuvre de la politique de défense européenne.

Une France forte, proactive et engagée sera cruciale pour façonner l'avenir de l'ordre de sécurité européen. Cependant, Macron aura besoin de partenaires pour co-diriger en Europe, tout comme les Européens auront besoin de la France. Il serait donc judicieux pour les Européens de reconnaître à la France le mérite de son changement stratégique, et de commencer à envisager des mesures concrètes basées sur une vision actualisée de la politique étrangère française, plutôt que sur une vision stéréotypée et dépassée.

lerubicon.org